

“Institut d’histoire du temps présent”

P. Vilar :

On peut répondre simplement, en commençant par la dernière question, et en remontant autant que le temps le permettra...

J.F. Sirinelli :

Sans trahir un secret, l’auteur de la question est là. C’est un de vos anciens élèves, puisqu’il s’agit de Christophe Charle.

P. Vilar :

Je l’aperçois. Je ne l’avais pas encore repéré.

J.F. Sirinelli :

Monsieur, je vous donne la parole, étant entendu qu’au terme des neuf questions et de ce que vous nous aurez dit, nous aurons peut-être à vous en poser d’autres.

P. Vilar :

Je ne vais pas répondre aux neuf questions. Imaginez le temps que cela exigerait...

J.F. Sirinelli :

Vous êtes entièrement libre de la démarche.

P. Vilar :

Je relis cette neuvième question, que peut-être vous n’avez pas tous très bien méditée :

« Une partie importante de votre carrière s’est déroulée hors de France. Cette donnée qu’on peut parfaitement expliquer par des éléments de biographie personnelle n’a-t-elle pas une portée plus large ; à l’instar d’autres intellectuels de votre génération, qui, comme vous, ont contribué à désanclaver la culture universitaire française ? N’est-elle pas liée au sentiment, né avant la guerre de 1914, de la nécessité d’élargir son horizon géographique, intellectuel et politique ? Plus prosaïquement aussi, n’y-a-t-il pas ici l’expression de l’impossibilité dans le système universitaire français de l’époque, du fait de ses structures, mais aussi de la conjoncture difficile des années 30 et 40, de disposer des conditions nécessaires pour un sujet novateur, sans être relegué aux marges institutionnelles ou géographiques ? Ces hypothèses contiennent-elles une part de vérité, et voyez-vous d’autres raisons ? »

Pierre Vilar :

J’aimerais bien que vous m’expliquiez, puisque vous avez posé la question, l’exacte portée de votre problématique. J’avoue qu’elle ne répond pas, dans mon expérience, à quelque chose de très précis. Si je me place dans la période où j’ai choisi l’Espagne comme champ de recherche – je l’ai d’ailleurs expliqué dans la préface de ma thèse, si vous l’avez parcourue – c’est tout-à-fait par hasard. J’étais géographe, non historien, il faut bien le préciser. Je m’intéressais aux questions économiques, et, ma foi, je pensais banalement, comme tous mes camarades (Pierre George et autres), « Je suis de Montpellier, que pourra-t-on m’indiquer à étudier autour de Montpellier ? Une « viticulture méridionale », ou quelque chose de ce genre ? J’ai rencontré Maximilien Sorre, alors recteur à Montpellier, et il m’a dit : Passez donc la frontière, allez voir ce qu’est Barcelone comme centre industriel. « Que cela ait déterminé l’orientation ultérieure de toute ma vie intellectuelle, je pense qu’au départ c’est un hasard, et plus tard une toute autre question. En revanche je ne crois pas que nous étions alors (au moins « nous » les géographes) tellement centrés sur la France. Un homme comme Demangeon se référait sans cesse à l’Empire britannique, au sens le plus large. Il y avait dans nos séminaires des étudiants hindous, des étudiants latino-américains. Je crois donc que nous étions assez ouverts à d’autres horizons qu’aux

horizons régionaux français. Même plus tard, je n'ai pas l'impression...Pensez, pour les années 30, à cette évasion vers le Brésil ! Les historiens y ont été en minorité. Mais Braudel en a été tout de même le symbole. Vous parlez d'autre part d'un « sentiment lié à la guerre de 14 », pour passer aussitôt aux « conjonctures difficiles des années 30 et 40... » D'abord il y a l'intervalle. Et, si l'on ne peut parler (et pour cause) des années 40, les années 30 sont tout de même celles où Sartre et Aron sont allés en Allemagne...

C. Charle:

Eh Bien, justement, c'est un problème de génération...

P. Vilar:

Peut-être. Mais, dans votre question, vous semblez dire que c'est le système universitaire français qui empêchait de trouver des conditions de travail à l'étranger...

C. Charle :

Non ! Je dis que pour pouvoir travailler de façon un peu novatrice, il vaudrait mieux s'intéresser aux pays étrangers que de se concentrer sur la France.

P. Vilar :

Oui, certainement. Mais enfin, je ne suis pas si sûr...Je veux dire que je n'ai pas eu là-dessus un sentiment de contradiction. Le moment où j'ai eu ce sentiment (je ne le cache pas), c'est celui où j'ai présenté ma thèse sur la Catalogne. Elle a intéressé le jury. Je n'ai pas à m'en plaindre. Tout le monde a été débordant d'éloges. Mais j'ai eu l'impression qu'au lieu de la Catalogne, j'aurais pu étudier n'importe quoi selon les procédés employés. On s'intéressait à la structure, à la conjoncture, à la croissance, au mouvement des prix, des rentes. Quant à la Catalogne, on avait presque l'impression qu'il était gênant qu'elle ne fût pas une province française ! Et c'était au cours des années 60, et non dans l'entre-deux-guerres ! Là se pose le problème de l'influence sur la recherche d'Ernest Labrousse. Aucun homme n'était plus ouvert que lui sur le monde, sur l'Angleterre en particulier, lui aussi. Mais les problèmes qu'il proposait : structure, conjoncture, liens entre l'économie et le social, il désirait les étudier sur cas concrets, accessibles sur sources vérifiables. Et, par expérience, il se fiait sur-tout aux sources françaises. On le lui a reproché. D'une façon qui m'a un peu irrité, parce qu'elle pouvait passer pour méchante. Un article des « Annales » se demandait en substance : va-t-on diviser la France en départements ? Et demander à l'un : étudiez-moi le XIXe siècle dans le Loir-et-Cher, à l'autre, le XIXe siècle dans la Saône-et-Loire ? Braudel, lui, était de ceux qui disaient : la France, on en a assez ; parlez-nous donc des mers et des Océans. Mais j'ai regretté que Rougerie, dans cet article, ait fait preuve d'incompréhension devant l'entreprise de Labrousse : entasser des pierres solides pour édifier une vraie « histoire totale » de la France contemporaine. Car, dans les congrès internationaux (Stockholm, Vienne, Moscou), que Braudel dédaignait, les interventions de Labrousse, sur des questions d'ampleur mondiale, étaient toujours les plus éclairantes. Voyez donc que pour mieux répondre à la question qui était posée, il faudrait refaire toute une histoire de l'école (ou des écoles) historiques françaises au XXe siècle. Ce ne serait pas aussi simple que vous semblez le suggérer. Dites-moi ce que vous pensez.ç

C. Charle :

J'amorce le problème.

P. Vilar :

Je me demande justement s'il ne faut pas d'abord bien le poser. Peut-être avez-vous raison, quant à l'enfermement des recherches historiques sur la France, pour l'avant-guerre de 1914. Encore qu'il y ait eu dès lors, outre les spécialisations dans le temps (antiquité, Moyen-Age), des hommes qui regardaient très précisément vers tel ou tel coin d'Europe et du monde. On pourrait se demander (mais je ne suis pas sûr de

voir là une importante direction d'analyse) s'il y a eu, quant aux choix des domaines étudiés, d'importants contrastes, par exemple entre historiens et sociologues. Je me rappelle – mais est-il vraiment utile d'en parler ? – une certaine tendance à sourire, entre 1925 et 1930, du désir de vastes voyages caractéristique des sociologues. Nous faisions chanter à Bouglé, voyons, comment c'était-il ? Oui,

J'ai visité Pékin, Shanghai,
Interviuvé le Grand Lama,
Pissé la longde la Grande Muraille...

Mais se moquer un peu de cela, c'était normal. Le désir d'aller très loin pour enquête existait déjà. Peut-être surtout du côté des sociologues. Rien qui soit là surprenant.

C. Charle:

C'était quand même une consécration. Quand on avait une carrière internationale, c'était après...

P. Vilar:

Evidemment, mais remarquez : il ne faut pas oublier les conditions matérielles des grans voyages. Aujourd'hui, vous prenez l'avion pour Tokyo, personne ne s'en étonne. Autrefois, disons dans les années 30, aller à Tokyo était quelque chose d'énorme, n'est-ce pas ? Pensez que pour le Brésil, la plupart des voyageurs prenaient le bateau, soit trois semaines à un mois de voyage. Par conséquent, une chose très différente des conditions d'aujourd'hui.

Sur un point, peut-être, puis-je vous donner des indications quant aux conditions matérielles, professionnelles, administratives, du travail à l'étranger : je pense à ce qu'on appelle « les relations culturelles ». Comment étaient organisées les « relations culturelles à l'étranger » ? Cela dépendait des organismes diplomatiques. Comment ceux-ci aidaient-ils les intellectuels à se spécialiser dans la connaissance de tel ou tel point du monde ? Je dois vous dire : mes expériences, dans l'entre-deux-guerres et après la guerre, ont été catastrophiques. Moins matériellement que moralement. La psychologie des services diplomatiques était absurde. Chez un homme en particulier, qui a d'ailleurs été épinglé assez méchamment par Roger Peyrefitte dans « Les Ambassades » : c'était Jean Marx. A l'origine un érudit, un chartiste. Mais dont la préoccupation dominante était : se montrer encore plus diplomate que les diplomates du métier qui l'entouraient au Ministère. Cet état d'esprit consistait surtout à dire : « Vous vous intéressez à un pays ? On va, le plus tôt possible, vous en sortir ». Ainsi, quand il a vu que je m'intéressais à l'Espagne, il n'a plus eu qu'une idée : m'envoyer en Pologne ! C'est sans doute ce qu'on fait pour les diplomates : dès qu'on les croit trop saisis par un pays, on les met dans un autre. Je ne sais si c'est une bonne méthode pour les agents politiques, pour les diplomates de métier. Mais quant aux intellectuels, il en est qui s'obstinent – je pense au cas dramatique de Seurat – parce qu'ils se disent : je commence à bien comprendre tel pays, tel milieu, j'y reste quels que soient les périls que cela peut entraîner. Dès l'avant-guerre (disons avant 1936, avant « la guerre d'Espagne »), j'ai dû affronter bien des réticences. Après la guerre les incidents ont été plus graves : on m'a fait expulser d'Espagne par les Espagnols ; mais, en fait, dans cette expulsion, j'ai eu la preuve de la responsabilité dominante de la diplomatie française, et même de celle, tout particulièrement, des « services culturels » français ; il fallait faire, à un certain moment un geste diplomatique vis-à-vis de Franco. On a proposé mon expulsion, de dont Franco se moquait éperdument. Mais les rapports affluaient au Quai d'Orsay, où la « Direction des Relations Culturelles » (Louis Joxe, Jean Baillou) savait très bien à quoi d'en tenir, mais n'a pas osé, dans l'atmosphère de « guerre froide », soutenir ma cause. Telle est la

contradiction entre le travail scientifique à l'étranger et les mentalités diplomatiques. J'ajoute qu'un aspect actuel m'échappe, qui doit intéresser les jeunes générations : le problème des « affectations spéciales », où le service militaire s'effectue dans les services culturels extérieurs. Certains passent ainsi deux ans à l'étranger. D'autres s'y fixent davantage. C'est un problème que je ne connais pas. Je comprends qu'il préoccupe.

J-F. Sirinelli:

Bien. Je vous remercie pour cette première réponse. Vous avez toujours carte blanche pour la suite des opérations.

P. Vilar:

Prenons la questions huit :

« Quelle place a joué la rencontre de l'autre – individus ou groupes – dans votre évolution personnelle, en particulier lors des années d'ENS, puis des premières années d'enseignement ? Quel but avait pour vous le militantisme dans cette organisation ? »

Je pense qu'il y a là deux problèmes. Quelqu'un m'a-t-il posé particulièrement cette question ?

J-F. Sirinelli:

Oui. M. Monchablon. M. Monchablon qui a écrit cet ouvrage sur l'UNEF...

P. Vilar :

Je dois dire qu'il y a deux questions très nettes : vous dites « l'autre ». « L'autre », ce peut être les individus ; ce peut être les groupes. Ce sont deux choses vraiment différentes.

Quant aux individus, je peux dire à quel point les contacts intellectuels de l'Ecole ont été importants pour moi. Mais à partir de deux catégories bien tranchées : d'une part les jeunes gens qui faisaient les mêmes études, participaient aux mêmes travaux ; d'autre part ceux qui avaient d'autres spécialités et ne vivaient pas dans les mêmes « turnes ». Pour moi, hors de ma turne de première année où se trouvaient réunis des littéraires, un grammairien, un philosophe et moi-même, mes vrais contacts étaient avec les historiens. De sorte que quand on me dit – ce qui est vrai – vous êtes du temps de Sartre, de Nizan, d'Aron, de Maheu, cela ne signifie pas que je discutais avec eux quotidiennement. Sirinelli, je pense, connaît les choses. Je tiens à voir son travail, ce que je n'ai pas encore fait. En fait, avec Sartre, Nizan, Maheu, j'ai, certes, eu des contacts. J'ai observé leur style de vie. Nous avons fait ensemble les « revues » de l'Ecole. Mais le contact intellectuel véritable, je l'ai eu avec Alphonse Dupront, Henri-Irénée Marrou, Jean Bruhat, secondairement avec d'autres promotions (Weulersse, Alexandre. Fourniol...) Cours de licence, séminaires de diplômes, préparation, surtout, à l'agrégation : ce travail en commun a eu sur nous, je crois, une influence considérable. Avec réciprocité. Vous vous rendez compte, pourtant, que nos carrières, nos travaux, nos recherches ont été de types totalement différents. Pourtant, en travaillant ensemble, en examinant ensemble les mêmes sujets, je crois que nous avons appris beaucoup de choses communes. Rien pourtant, dans ce qu'a étudié Dupront personnellement, ne ressemble à ce que j'ai fait de mon côté. Et pour Marrou, davantage encore. Bruhat a surtout fait vulgarisation et pédagogie, sauf sur quelques problèmes de l'impérialisme ; mais ses remarquables capacités de clarification des problèmes m'ont énormément servi. J'ajoute que nous n'avons cessé de nous regarder avec sympathie. Et je voudrais là-dessus évoquer une petite histoire que je raconte souvent, une controverse (non, disons plutôt un échange de jugements, nullement une discussion organisée), entre Marrou et moi, bien longtemps après nos études, en 1951-1952.

Une petite, très modeste revue, était alors éditée par le « Mouvement de la Paix » dans l'Université. Elle s'appelait « Trygée ». Vous ne la connaissais sans doute pas ?

J-F. Sirinelli :

Si. Au milieu des années 50, cela a débouché sur des incidents ; le directeur de l'ENS a refusé une salle pour le bal de « Trygée » ; il y a eu toute une campagne de presse.

Pierre Vilar :

C'était une revue où ont paru des choses intéressantes ; l'ouverture était assez grande ; je me rappelle avoir collaboré avec sympathie avec Wagner, professeur de littérature (ou de grammaire) à la Sorbonne, qui assurait les fonctions de rédaction. Un jour on m'a demandé de rendre compte de l'ouvrage de Bouvier et Gacon sur le pacte germano-soviétique. Je l'ai fait de façon assez étendue, expliquant pourquoi je trouvais cet ouvrage excellent. Et je le comparais, en revanche, à une série d'articles de Brunschwig, parus, je crois, dans la Revue Historique, exposant les témoignages allemands sur le période nazie, écrits dans l'immédiat après-guerre. Je disais à peu près ceci (je résume naturellement très grosso modo) : le livre de Bouvier-Gacon est un très sérieux livre d'historiens, parce qu'au départ il dit sa position idéologique, sa sympathie (ou plutôt sa position justificatrice, parce qu'explicative) pour le pacte, et qu'ensuite, en effet, il expose les conditions régnant dans les milieux diplomatiques, dans les états-majors militaires, dans les cadres ministériels, en France, en Angleterre, etc. En^a somme, le livre présente une esquisse sociologique (et, bien entendu, journalistique) des milieux qui, entre 1933 et 1939, n'ont cessé de considérer – quelles que fussent les menaces véritables – de considérer l'URSS comme l'ennemi N° 1, ce qui devait un jour entraîner le renoncement soviétique au rapprochement avec les puissances occidentales. Ainsi est proposée une explication, une logique des choses. Je disais donc préférer, pour ma part, une démarche de ce genre : donner son opinion au départ, et s'efforcer ensuite de la justifier (au lecteur de savoir si cette justification par l'explication est ou non valable). La méthode de Brunschwig, au contraire, était la suivante : donner presque dans commentaire des extraits d'ouvrages de généraux et d'amiraux allemands, personnages qui, n'ayant pas été nazis, voulaient laisser l'impression : nous n'étions pour rien dans cette aventure. C'était, en fait, justifier un certaine Allemagne, celle de la tradition, des états-majors, très méprisante pour la vulgarité hitlérienne. Mes comptes-rendus disaient donc : de ces deux textes l'un semble partisan et l'autre « objectif ». Si vous regardez au fond, vous apercevrez que celui qui s'avoue partisan donne une véritable analyse historique ; l'autre, en offrant des textes sans analyse, écarte le véritable problème, d'ailleurs passionnant : l'ambiguïté de ces classes supérieures allemandes qui, enchantées de voir l'Allemagne reprendre sa grande expansion victorieuse d'autrefois, avaient collaboré avec le nazisme, tout en n'aimant pas le style nazi, trop populaire pour elles, et le dénonçaient surtout parce que finalement vaincu.

Tel était le sens de mes deux compte-rendus. Quelques temps après (1951 ? 1952 ? la date exacte m'échappe), Marrou publiait « De la connaissance historique », son ouvrage théorique le plus connu. Il y attaquait vigoureusement toute histoire « partisane », et s'attaquait à la formule où, dans « Trygée », j'avais résumé ma position : se dire objectif quand on se sait partisan, est malhonnête ; se croire objectif alors qu'on est partisan est le fait d'un sot : il vaut donc mieux exposer son parti-pris et s'efforcer de le justifier, laissant la conclusion au lecteur. Dans une note, Marrou s'en prenait à moi, disant en substance : Vilar dit cela ; je lui dois la vérité, car nous

sommes deux vieux camarades : ce qu'il dit là est intelligent et sincère, et d'autant plus désolant. Je pris mon téléphone (ou machine à écrire) : écoute, Marrou ; on peut dire, ceci n'est pas sincère, est hypocrite ; ou bien ceci est sincère, mais stupide ; on n'a pas le droit d'écrire : ceci est intelligent et sincère, donc désolant. Finalement nous avons ri, parce que nous nous aimions bien. Voilà un exemple de « relation avec l'autre ».

Cette « petite histoire » (au fond liée à la grande) ne s'arrête pas là. Quand j'ai publié ma thèse (1962), Marrou l'a lue, ou du moins a bien lu la grande préface-introduction où j'ai analysé les origines de ma méthode. Et comme historien fondamentalement subjectiviste, Marrou s'est écrié : Vilar me donne raison : c'est merveilleux, et par-dessus le marché c'est un historien marxiste qui juge utile de s'expliquer ainsi. Peut-être Marrou a-t-il insisté un peu plus sur les éloges, à cause de la note qu'il m'avait consacrée antérieurement (un petit remords...) Mais ce long article élogieux, il l'a publié (je n'ai jamais eu l'occasion de lui demander pourquoi) dans le recueil « Hommage à Raymond Aron ». Là, cela avait l'air d'un canular ! J'ai été plus touché quand Marrou a reproduit cet article en postface à la seconde édition de « De la connaissance historique ». Mais j'ajoute que « De la connaissance historique » a été éditée une troisième fois après la mort de Marrou. La postface qui me concernait a disparu de cette édition... mais non la note critique sur l'article de « Trygée » ! Je ne mets personne en cause. Je ne crois pas qu'il y ait là un fait exprès. L'éditeur a dû simplement dire « c'est trop long... » Mais je ne peux comparer, sur les rayons de ma bibliothèque, le jeu des trois éditions, sans penser : il y a là un petit problème, intellectuel si l'on veut, mais pourquoi pas politique ?

Cependant, il s'agissait là d'un contact entre individus – même s'il se situe au cœur des vues sur l'histoire. Tout autre chose est la question : « Quelle influence ont eu sur vous le milieu étudiant et la Fédération de l'Enseignement ? (disons : les organisations syndicales).

Le « milieu étudiant », du temps où je lui appartenais (je laisse de côté mes années montpellieraines, où j'étais simple collégien), s'est limité pour moi, pratiquement, au milieu « normalien », toujours quelque peu à part. Il y existait cependant des organisations : le groupe des « Etudiants socialistes » n'était pas exclusivement normalien, et dans quelle mesure était-il « socialiste » ? On en discutait, à propos des origines intellectuelles d'un Raymond Aron ou d'un Claude Lévi-Strauss. Problèmes que je crois secondaires. Plus original était le « Groupe d'études socialistes des cinq Ecoles Normales Supérieures », en ce sens qu'il s'agissait d'un groupe d'études (sans doute l'avez-vous aperçu dans vos recherches), non lié à un parti précis, et normalien, mais non limité à la rue d'Ulm, ce qui rapprochait des gens d'origine différente (alors sans doute plus qu'aujourd'hui). Or nous y avons invité la plupart des personnages politiques importants d'alors, il y a donc eu des choses intéressantes. Je me rappelle un heurt entre Jean Le Bail, futur député, leader déjà important parmi les jeunes socialistes et Marcel Cachin. Jean Le Bail ironisa – il était, à sa manière, assez éloquent – sur les larmes que Marcel Cachin avait versées, disait-on, le jour où les Français étaient entrés à Strasbourg (en 1918). Cachin se défendit (lui aussi était assez éloquent) en traitant Le Bail de gamin mal élevé, incapable de se représenter ce qu'avait été la guerre de 1914 pour ceux qui l'avaient faite. « Cela ne signifiait pas que... » etc. L'incident est plein de sens, du fait qu'il signale, dès avant 1930, donc bien avant le retournement (le « tournant ») communiste de 1934-1935, une possible cohérence, chez un communiste, entre position révolutionnaire « classe contre classe » et une certaine nostalgie du patriotisme populaire ; tandis que Le Bail représentait cette attitude de pacifisme absolu, ne discutant plus rien, se moquant des

réactions patriotiques d'autrefois ; on sait à quoi cela entraîna, une dizaine d'années plus tard, certaines personnalités et certains courants socialistes.

Autre chose importante, dans ce groupe : la présence d'étudiants que nous appelions alors « indochinois », on dit aujourd'hui « vietnamiens ». Certains de ceux que nous y avons côtoyés sont devenus, parfois sont encore, d'importants personnages du régime vietnamien. Or, une fois, dans ces années 25-29, le groupe avait invité Alexandre Vanenne, socialiste modéré qu'un des gouvernements de gauche (le Cartel ??) avait envoyé comme gouverneur en Indochine. Il s'attendait à faire un exposé assez banal sur son expérience coloniale. Mais, au fond de la salle, quatre ou cinq militants vietnamiens se mirent à l'interpeller. Le choc fut assez dur. Que n'ont-ils pas dit sur ce que pouvait être, à cette époque, le colonialisme français ! Or c'étaient des précisions qu'on n'avait pas alors l'occasion d'entendre.

Le groupe nous permettait enfin de connaître un peu les normaliens de Saint-Cloud. J'y ai connu, par exemple, Amédée Mas, futur grand hispaniste, que je devais retrouver en captivité. Il était alors (mais ne devait pas rester) communiste. Et c'était à Saint-Cloud qu'on pouvait trouver alors les communistes les plus déterminés, assez violents, assez dogmatiques, alors qu'à l'Ecole Bruhat, seul communiste « inscrit », avec son habileté de parole, et la sympathie spontanée qu'il inspirait, ne causait guère d'incidents. Avec certains camarades de Saint-Cloud, au contraire, (j'ai oublié le nom des plus exaltés), les heurts étaient vifs. On peut dire combien, dès lors, communistes et socialistes apparaissaient opposés.

On parlait pourtant volontiers d'« unité d'action ». Et je peux vous signaler à cette occasion le seul moment de ma jeunesse où j'ai non pas « joué un rôle politique » - la formule serait absurde - mais, disons, accepté une représentation. Il existait alors l'U.F.E. - Union fédérale des Etudiants - organisation étudiante qui se voulait syndicale, que tout le monde disait « noyautée par les communistes », et au bout du compte c'était assez vrai, en ce sens que les communistes y étaient les plus actifs, ou même les seuls actifs. J'y ai connu des gens comme Ténine, très partisan des actions musclées, et qui périra plus tard dans la Résistance. Je dois dire que je m'ennuyais terriblement dans les réunions, - cela m'est toujours arrivé, ce doit être un problème de tempérament - J'ai dû aider, un ou deux fois par semaine, à faire des enveloppes pour les convocations, rendre des services de ce genre. Quand a surgi un problème que nous n'attendions pas, du fait qu'il n'existait alors aucune représentation étudiante dans les organismes de l'Université. Sauf un (je ne sais depuis quand) : le « Conseil de discipline » de chaque Faculté ; on avait quand même admis que si une sanction devait être prise contre un étudiant (fraude aux examens, chahut excessif...), un étudiant devait être présent pour, éventuellement, présenter une défense. Cela dit, j'ai été quatre ans ce représentant sans être convoqué une seule fois ! Simplement parce qu'il n'y a jamais eu d'incident relevant de ce « Conseil » ! Représentation, donc, formelle, totalement formelle ! Mais l'élection à cette représentation a pris une certaine importance parce que c'était la première fois (était-ce en 27, ou en 28 ?) que les étudiants allaient voter, chacun dans sa Faculté. On était sûr qu'à la Faculté de Droit il y aurait une représentation d'Action Française. Cela ne faisait strictement aucun doute. A la Faculté de Médecine, probablement aussi. A la Faculté des Sciences, on ne savait pas, mais la vie politique y était inexistante. A la Faculté de Lettres, en revanche, on pouvait espérer faire passer un étudiant « de gauche ». Mais qui allait-on prendre ? Pas un communiste ; comme je l'ai dit, Bruhat était alors, à l'Ecole, le seul communiste inscrit ; et si on connaissait des normaliens communistes, ils étaient de promotions plus anciennes : Cogniot, Labérenne, Joly... On ne pouvait prendre Bruhat, les socialistes ne l'auraient pas admis. Prendrait-on un

socialiste ? Ils ne voulaient pas se faire représenter comme tels. On a donc pensé à l'UFE, organisation syndicale ; mais qui choisir dans l'UFE ? Pour la première (et la seule) fois s'est alors posé pour moi le problème d'un rôle de représentation syndicale, en fait politique : car les camarades de l'Ecole se sont dit : pourquoi pas Vilar ? Il a des sympathies communistes, mais sans engagement formel, il est un ami proche de Bruhat, mais, d'autre part, son ami le plus intime est Pierre Boivin, militant socialiste affirmé. On s'est donc spontanément tourné vers moi pour une candidature. Cela ne m'amuse pas beaucoup. Mais je voyais aussi que ce n'était pas quelque chose de bien important. Le seul souvenir significatif que je garde de cet épisode est celui du seul contact que j'ai pu avoir dans ma vie avec un homme politique devenu ensuite un grand personnage : Mendès-France était sollicité par ses amis de la Faculté de Droit qui lui disaient : en Lettres nous devrions présenter un de nos amis du groupe « Etudiants républicains » ; nous avons discuté tout un après-midi avec Mendès, qui finalement a dit : l'UFE est mieux désignée, je ferai voter pour vous. L'impression que je garde de ce contact demeure un peu ironique : à quel point les hommes qui ont le tempérament politique peuvent prendre au sérieux des négociations à ce niveau m'a stupéfié !

J'ai donc été élu. Après quelque agitation. L'étudiant qui se présentait contre moi, soutenu par l'Action Française, s'appelait Lévy. De sorte que mon ami Boivin (lui-même lié, par sa famille maternelle, à la société juive), criait, d'un voix de stentor, à la porte de la Sorbonne, « Me votez pas pour les Juifs antisémites ! ». Et l'équipe de rugby de l'Ecole assurait le service d'ordre. On s'est plutôt amusés.

Ce qui me frappe, et qui est peut-être plus significatif quant à l'histoire des mentalités, c'est que mon élection, à une assez large majorité, assez attendue, a rendu particulièrement joyeux non pas tant les étudiants et les normaliens que les vieux universitaires comme Charléty, Brunschwig, Vedryés, pour qui cela représentait une victoire de la Faculté des Lettres (la « Sorbonne » proprement dite) comme bastion « républicain ». N'oublions pas que « les Sorbonnards » étaient depuis l'affaire Dreyfus l'objet des grandes attaques quotidiennes de l'Action Française.

Tel est mon seul contact, plutôt pittoresque, avec la vie politique du Quartier Latin, au cours de mes années d'étudiant.

Bien entendu, le problème pouvait se poser, alors ou plus tard, de mon adhésion à des organisations plus proprement politiques. Je dois dire que, pour ma propre réflexion sur moi-même, j'éprouve quelque gêne en évoquant cette situation ambiguë : avoir été « sur les bords » d'un parti comme le Parti communiste, être souvent classé par les observateurs superficiels comme en ayant fait partie, et pourtant n'y avoir jamais adhéré, n'avoir jamais « milité » ? Car on peut se demander : est-ce parce que je condamnais tel ou tel aspect de la doctrine ou des attitudes ? est-ce simplement parce que je trouvais une sorte de lâcheté ? Je reviens, en m'examinant, sur la notion de « tempérament politique », que j'ai évoquée à propos de Mendès-France, comme je peux le faire à propos de Bruhat ou de Cogniot. Discuter à cinq ou six du prochain « appel » que l'on signera, ou de la réunion qu'on convoquera, comme si le sort du monde en dépendait, m'a toujours paru ou comique ou exaspérant. Une grande réunion, un meeting comme celui de la « Pasionaria » en 1936, oui ! Mais l'action dite « quotidienne », l'action « de quartier », m'a toujours paru se situer aux limites du ridicule. Orgue il d'intellectuel ? Peut être. Mais je voudrais être sûr que l'intellectuel qui « milite » ainsi à la base ne pense pas, en réalité, au rôle qu'il compte bien assumer un jour.

« A la base », je n'ai jamais assisté à une « cellule » communiste. Mais Cogniot, par exemple, qui voulait faire un peu de recrutement, a toujours essayé

d'obtenir de Bruhat mon adhésion au Parti communiste. Je dois dire que, pour m'attirer, il s'y est très mal pris. Quand il organisait une réunion entre normaliens, ou étudiants en disant « elle sera élargie », on se trouvait à six ou sept, dont deux ou trois communistes, et la première chose que disait Cogniot, c'était : « Il y a des choses que nous ne dirons pas ici, parce que tout le monde n'est pas du Parti ». Je trouvais plaisante cette façon d'« élargir ». Je n'ai donc jamais eu la moindre tentation d'adhérer. Même Bruhat m'agaçait un peu. Il se voulait en un sens théoricien autant que militant. Mais cela signifiait, par exemple, quand nous discutons sur les cours de Mathiez, qu'il désirait savoir non pas qui avait raison d'Hébert ou de Robespierre, mais s'il convenait, politiquement, à la date où nous nous trouvions, de justifier Robespierre ou de justifier Hébert. Devait-on être trotskyste ? ou stalinien ? Et Bruhat, vers 1926-27, il faut bien le dire, était plutôt trotskiste. D'autres détails m'agaçaient : en 1928, lors des élections, nous avons assisté, comme beaucoup d'étudiants, du dépouillement du scrutin. Bruhat, qui y représentait le Parti communiste, discutant sur la validité d'un bulletin, a cédé en disant : il n'est pas valable, mais qu'importe ? ces choses se traitent par la mitrailleuse ! J'ai trouvé cela à la fois enfantin et inutilement provocateur. Bruhat se trouvait donc dans une phase beaucoup plus sentimentale, instinctive, de sa vie politique, que dans un phase solidement théoricienne ou historisante.

Ainsi, de ma part, aucune tentation d'adhérer au Parti communiste. Mais je me dis parfois : étais-je trop peu convaincu, ou n'étais-je pas assez courageux ?

Ce que je savais bien, en revanche, c'est que, si certains aspects m'irritaient chez les communistes, les socialistes m'irritaient davantage, parce que je les jugeais « politiciens ». Je pense à l'un d'eux, qui vient de mourir, et dont la biographie, dans l'Annuaire de l'Ecole, m'a beaucoup choqué, du fait qu'on y passe sous silence le seul épisode qui pouvait lui être reproché politiquement (ou pour mieux dire moralement) ; sauter par là-dessus sans prévenir m'a paru injustifiable, surtout de la part de l'auteur de la notice, Nivat, certainement, à l'Ecole, le plus proche de ma position : une tentation communiste ni sentimentale, ni matérielle, mais intellectuelle. Et une méfiance envers certains « politiques »...

J-F. Sirinelli :

Vous voulez parler de Georges Lefranc...

P. Vilar :

Oui. Oui. Et particulièrement à son rôle dans la CGT, au cours des années 30, où, par anticommunisme, il favorisait les tendances qui, plus tard, sous Pétain, seront tentées par la « collaboration ».

C'est pour cela qu'au contraire, au cours des années 30-36, avant la réunification syndicale, j'ai préféré la « Fédération de l'Enseignement » dite « unitaire », adhérente à la CGTU. Je n'y ai pas beaucoup « milité », parce que je résidais en Espagne. Mais j'ai assisté (sur les insistance de Bruhat), à un Congrès, celui de Limoges, et je dois dire que ce qui m'a le plus frappé, c'est, à l'intérieur de cette Fédération « unitaire », l'autre bagarre, entre anarchisants d'une part et communistes de l'autre. Entre Dommanget et Cogniot, on avait l'impression qu'ils allaient s'assassiner. Dommanget était d'une violence exceptionnelle, ses allusions à la vie privée de Cogniot, qui pouvaient avoir des conséquences, m'ont paru inadmissibles. Ce qui me ramenait du côté des communistes. En ce sens que les haines qu'ils inspiraient étaient beaucoup plus choquantes que leur propresectarisme. J'ai toujours dit, quand je désire m'analyser quelque peu que je ne sais pas si j'ai jamais été, à proprement parler, « communiste » ; mais je sais que j'ai toujours été, profondément, « anti-anticomunniste », l'anticommunisme, de droite ou de gauche,

étant si passionnel, si peu raisonné, qu'il a été – et reste – catastrophique, comme facteur d'histoire. Je trouvais sans cesse une sorte de décalage entre les arguments contre les communistes, la façon dont on les utilisait, et ce qu'ils me semblaient représenter en réalité. Je me sentais donc, à l'intérieur de cette « Fédération de l'Enseignement », plus proche des communistes que des anarchisants de l'« Ecole Emancipée », en particulier à cause de la personnalité de Dommanget, malgré d'autres aspects de son prestige. Ces bagarres finales, autour de controverses en principe intéressantes, à la Fédération unitaire comme dans les groupes socialistes d'étudiants, ont toujours produit chez moi comme une réaction de rejet.

Ajoutons, si vous voulez, que cette solution, facile, pas très courageuse, qui consistait à dire : « je préfère les communistes aux socialistes et aux anarchistes, donc j'adhère à la Fédération Unitaire de l'Enseignement », ne représentait pas grand-chose.

Je me rappelle un meeting à la Mutualité. De temps en temps, au Quartier Latin, un incident – généralement une provocation de « l'Action française » - justifiait une grande réunion unitaire de la gauche. Dans l'une de ces réunions, je me suis trouvé à côté d'un ouvrier, sans doute du bâtiment, visiblement anarchiste. Il m'a demandé « t'es communiste ? » : j'ai répondu « pas du parti, mais je suis à la CGTU », et il m'a dit : « t'es pas curé, t'es séminariste » ; c'était drôle, et ne situait pas mal les choses.

Mais, en fait, je ne pense pas qu'il s'agisse tellement d'un « choix ». Je reviens sur la question de « tempérament ». Le « tempérament politique » est un mélange de sentimentalisme, souvent de très bonne volonté, avec d'autre part l'idée, plus ou moins avouée, plus ou moins claire, d'être un jour ministre ou député, et d'influer ainsi sur le sort du monde. Or, pour moi, contrairement à ce que m'attribuent bien des gens, non seulement je n'ai pas eu des perspectives semblables (cela on ne me l'attribue guère), mais je n'ai pas obéi à des choix sentimentaux ou moraux ; mes choix ont plutôt été intellectuels : non pas qui est meilleur ? non pas ce qui « vaudrait mieux » ? Mais plutôt : qui a raison ? qui observe bien et pense juste ? ou : observe mieux, et pense plus juste. Et quant à l'action, je ne juge pas forcément antipathiques les hommes d'action, mais, à leur place, je me demanderais sans cesse : aije tout-à-fait raison ? suis-je capable d'influer sur la marche de l'humanité ? et, à l'heure des décisions, n'aurais-je pas peur ?

Et voilà ce qui se rattache au problème : quel rapport entre mes parentés politiques, et ma vision historique ? Je ne crois guère à la démocratie formelle. Mon père, mon grand-père, croyaient à la République. Les jours de vote, ils se sentaient « souverains ». Or, en modifiant un petit peu l'aiguille politique, modifiaient-ils les vrais rapports de force de la société ? Ces forces ne sont pas forcément d'ordre politique. J'en ai toujours eu la sensation. Et chez mes amis socialistes, je n'étais pas tellement choqué par leur « carriérisme », leur « arrivisme », et je trouvais sympathique leur bonne volonté – je pense à Lefranc, à Boivin, à Deixonne, à Le Bail. Ils ont eu vite des postes de responsabilité. Boivin, en 1936, est entré au cabinet de Jean Zay. Son idée : nous allons démocratiser l'enseignement secondaire. Il est vrai qu'il a bien changé depuis lors. Mais comment et sous quelles influences (démographiques, techniques) ? En 1936, je disais à Boivin (pour peu de temps car, hélas, il est mort à 31 ans, en 1937) : il y a la guerre d'Espagne, les risques d'un non-résistance à Hitler : il me répondait : je m'occupe de l'enseignement secondaire. Bon. Mais ne faut-il pas, au pouvoir, avoir conscience de la hiérarchie des choses ? Espérer changer la société par l'enseignement est bon ; mais pratiquer une politique extérieure allant à

la guerre et à la défaite, ça ne collait pas, me semblait-il. Telle fut ma réaction devant les gouvernements de 1936.

C'est ainsi que je pense avoir traité de la question 7:

« croyez-vous qu'il y ait pour vous une relation entre votre engagement politique, votre référence au marxisme, et votre travail d'historien ? »

D'abord, « engagement politique », je discute le terme, puisque, au bout du compte, je ne suis jamais « engagé » - et peut-être est-ce la seule chose qui pourrait m'être vraiment reprochée. Je viens de m'en expliquer. Mon engagement – et je ne m'en suis jamais caché, a été d'ordre intellectuel. Mais là-dessus, il me semble, je m'étais déjà bien avant aujourd'hui, longuement expliqué, et pas écrit. Qui m'a posé cette question ?

J-F Sirinelli :

Marc Lazar, qui travaille sur les intellectuels communistes...

P. Vilar :

Mon allusion concernait cette réunion d'intellectuels catholiques, où divers historiens ont traité de leur méthode ; j'ai moi-même fait un long exposé, à très peu de chose près sur le thème exprimé par la question 7. Ce colloque a été publié (1964), et mon intervention a été reproduite dans « Une histoire en construction » (1982). Je n'ai rien à changer de ce que j'y exprimais. Si vous me dites : Je voudrais en savoir davantage, mieux reconstituer votre « mentalité », j'avoue ne pas avoir grand-chose à dire de plus ; j'avais essayé de dire l'essentiel. A savoir que ma conviction « marxiste » est une conviction d'historien, je veux dire : je ne suis rendu compte ce que la seule façon de travailler sérieusement en histoire était d'employer la méthode d'analyse marxiste – disons dans ses traits essentiels : types d'explication, hiérarchie des facteurs, etc. Cela a-t-il des rapports avec mon « engagement politique » (avec les réserves faites sur le terme) ? Il me semble m'expliquer assez bien le monde d'aujourd'hui, sciences politiques qu'il m'est arrivé de traverser : je n'entends pas par là une expérience de « militant », que je n'ai jamais eue ; mais enfin, avoir vécu en Espagne de 1930 à 1936, avoir regardé de près la guerre d'Espagne, puis avoir fait la guerre, subi la captivité, observé la « guerre froide » (je vous ai dit ses conséquences sur mon expulsion d'Espagne, car on est toujours rattrapé par l'histoire, même si on ne prétend pas y participer !) : tout cela est, bien entendu, une « expérience politique », plus importante que des querelles de chapelles et de partis. J'appelle expérience politique l'observation de la vie sociale, si elle est soucieuse de se resituer sans cesse historiquement. Je pense, en somme, que l'histoire sert à analyser la politique et non pas inversement. Malheureusement, dans une grande quantité de cas, c'est l'inverse qui se passe : une vue politique des choses et des hommes (des peurs et des espoirs) est projetée sur l'analyse du passé.

J-F. Sirinelli :

Vous avez répondu aux questions posées par notre groupe de travail. Restent maintenant les six questions qui ont été élaborées par vous lors d'un colloque...

P. Vilar :

Il faudrait trouver une formule pour bien expliquer les relations entre questions que je voulais poser et le colloque auquel vous faites allusion. Ce colloque publié sous le titre « Staline à Paris », n'a réuni, en fait, que des communistes repentis, tous violemment anticommunistes désormais, au moins antistaliniens, et je m'y suis trouvé seul, sur la foi du slogan adopté par François George – l'« Essayer de comprendre » de Spinoza – à proposer des réflexions autres que : « à tel moment, un tel a dit telle chose, à tel moment je suis sorti du Parti, à tel moment on m'a engueulé à cause de... » etc. Je ne dis pas que tout était inintéressant dans ces souvenirs, ces

confessions, ces reconstructions. Mais ce n'était éclairant que sur des mentalités personnelles, des querelles au contenu important, mais vite réduites à des aspects individuels. J'ai donc été amené à dire : mon problème ne serait pas d'analyser ma position à moi et celle des vingt ou vingt-cinq personnages avec qui j'ai pu avoir un contact direct : ce serait d'examiner la situation générale dans les divers moments (presque année par année) où j'ai pu saisir (ou ne pas saisir) cette situations générale, ma position par rapport au monde. Observons qu'il s'agit bien d'une conception de l'histoire : pour les uns elle n'est que « politique » ; pour moi, elle est un ensemble ; je n'ajoute pas tellement d'importance au rôle que je m'y attribue ! Mon contact avec le « phénomène communiste », je dois le rechercher dans une réaction spontanée d'adolescent devant l'après-guerre immédiat – disons 1918-1924. Et cela obligerait même à s'interroger sur ce qu'a pu être l'avant-guerre immédiat, et la guerre de 1914 elle-même dans un milieu méridional d'instituteurs, avec ses traditions, les traits des formations intellectuelles, etc...

En tout cas, on ne se demande pas toujours assez, dans les analyses d'idéologies et de « mentalités », combien une jeunesse, une adolescence – 12 ans à 17 ans : 1918-1923 – a pu être dominée par la réaction sentimentale contre la guerre. Il y avait les manifestations d'anciens combattants, la « Chambre bleu horizon », la mentalité de « victoire » contredisant l'évidente atmosphère de « crise » - la « crise de 1920-21 » - très sensible chez les petits fonctionnaires. Ce qui nous faisait comprendre parfaitement la grève des cheminots, et réagir contre un monde étudiant provincial qui se vantait de fournir les « briseurs de grève ».

Un phénomène que je crois important est le phénomène « Canard enchaîné ». Ma conscience politique, entre 13 et 17 ans, c'est le « Canard » qui l'a éveillée. Négativement. J'ai vu Poincaré « riant dans les cimetières », Clémenceau « premier flic de France », Barrès et son « mouvement de menton ». C'est à partir de ces vues négatives que je suis arrivé à lire (occasionnellement) l'« Humanité ». Spontanément, car on ne la lisait pas chez moi. Personne ne me l'a conseillée. Mais, à partir des dénonciations négatives du « Canard », il était normal de se demander : peut-on trouver des explications, formuler une position différente ? La position communiste m'est apparue à ce moment-là. Mais je précise : en 1920, j'avais ignoré le Congrès de Tours. J'avais alors 14 ans. Peut-être ai-je à l'occasion acheté « l'Humanité » à partir de 15. Personne ne me l'a conseillé. Je vivais dans un milieu d'instituteurs, avec ma tante maternelle, institutrice, à formation très traditionnelle, mais à esprit très indépendant. Elle était amie intime d'un ménage d'instituteurs militants et cultivés qui, avant la guerre, avaient été des fidèles de la pensée socialiste, des « Cahiers de la Quinzaine », etc. Vers 1920, notre ami était surtout militant syndicaliste. Je suis plusieurs fois allé l'écouter. Il militait pour ce que l'on appelait la « péréquation » des petits traitements de fonctionnaires, expliquant à sa façon les effets de l'inflation. Mais, sentimentalement, je trouvais qu'il n'allait pas jusqu'au bout de sa position critique : par exemple, il y eut à ce moment-là quelques jeunes gens qui refusèrent de se plier au service militaire ; on les jugea. Et notre ami instituteur alla les défendre au tribunal, mais sur le raisonnement : « vous savez, ce sont de braves garçons, ils ont été mes élèves ; mais ils ne sont pas très malins, pas très intelligents, pas très cultivés ; ils se sont laissés entraîner ; donner-leur un mois de prison et qu'on n'en parle plus. » Je trouvais scandaleuse cette position. Je pensais : « il faut dire qu'ils ont raison. » Exigence d'absolu bien naturelle à 15 ans. Mais position, déjà, antipaternaliste, antiréformiste.

Dans ce domaine de la réaction pacifiste, antimilitariste, de la jeunesse, je voudrais signaler la grande influence qu'a eue – ce devait être en 1921 – mon professeur de seconde : Louis Séchan, devenu plus tard helléniste, professeur à la Sorbonne, et dont les qualités, dans le domaine littéraire, me fascinaient. Sous cet aspect des champs d'influences, il faut encore tenir compte des tempéraments individuels. J'ai connu plus tard un ami, ingénieur, mathématicien, de haute catégorie, qui m'a dit : J'ai été de Séchan ce que j'ai pu m'ennuyer chez lui ! Et moi je m'étais ennuyé chez le professeur de mathématiques dont l'enseignement avait été décisif pour lui. Non que j'ai détesté les mathématiques ; j'ai eu mon bac « Math. Elém » et suis entré à l'Ecole en section C. Mais le professeur que l'autre admirait m'avait semblé lourd, pédant, et ne m'apprenait rien de la vie du monde. Séchan, s'il ennuyait certains de ses élèves, me semblait au contraire un témoin du réel, du social : il sortait de la guerre, et ne pouvait y faire allusion sans avoir les larmes aux yeux. Il nous lisait Duhamel – « la Vie des Martyrs » - « Le Feu » de Barbusse. Et, pour moi, ces textes me semblaient essentiels.

J'évoque un autre personnage, professeur assez extraordinaire : vrai paysan des Cévennes, mais latiniste de premier ordre, et fantastiquement chahuté. Pour cela, il avait pris l'habitude, le samedi après-midi, de nous dire : choisissez des textes, et récitez-les vous mêmes, pour vous les faire connaître les uns aux autres. Or – c'est cela qui je voulais évoquer ici – que choisissions – nous ? Essentiellement, la classe étant évidemment divisée en matière politique : textes pacifistes contre textes bellicistes ; c'était donc là, aux lendemains de 1920, la ligne de partage fondamentale, la critère essentiel. L'amusant est que nous nous projections souvent des poèmes de Hugo, puisqu'il y en a de terriblement guerriers, en face de remarquablement pacifistes ! Musset contre Lamartine, Barrès contre Barbusse, vous voyez ce que cela pouvait donner ! Ainsi la division entre « réactionnaires » et « progressistes » (gardons ce vocabulaire imprécis qui convient à des positions de cet âge-là), c'était l'approbation ou la condamnation de la France de la guerre, de la victoire, et, vers 1923, celle de l'occupation de la Ruhr. Episode fondamental – comme sera, plus tard, par exemple, la réaction devant Munich : là où les uns voyaient une promesse de paix, les autres voyaient un facteur de guerre. Et je ne crois pas que nous nous trompions : même en matière de formation des mentalités racistes, l'occupation de la Ruhr, avec dominante de troupes coloniales, a joué un rôle : une partie de l'opinion française le prévoyait. L'opinion officielle, au contraire...Et cela explique comment un homme aussi peu « révolutionnaire » que Caillaux, simplement parce qu'il avait été poursuivi par Clémenceau, semblait un héros « de gauche ». Il vint à Montpellier, j'allai l'écouter, et je fus tout hébété d'apercevoir, dans la salle, la présence discrète de Séchan, mon professeur préféré..

Autres souvenirs de ces années de collège, toujours dans le même sens : en Troisième, notre professeur (c'était le père de Thierry- Maulnier) nous faisait expliquer « **Horace** » avec une exaltation patriotique qui causait des incidents. Dans une conférence sur la chanson française, Charles André Julien, professeur d'histoire au lycée, nous fut présenté ainsi par un autre professeur d'histoire (le mien) : « nous attendions un homme au couteau entre les dents, ce n'était qu'un pipeau ». C'était une allusion à la réputation du Charles-André Julien d'alors, qui passait pour communiste ; ce n'était pas entièrement faux, car il s'est vanté toute sa vie (j'en suis témoin) d'avoir conversé avec Lénine. Je rappelle tout cela pour évoquer aussi, dans la formation de ma jeunesse, ce que Jules Romains a appelé « Cette grande lueur à l'Est ». Sur quoi on savait à la fois tant de choses et si peu de choses. 1921, la famine, attribuée, bien entendu, non à une « famine d'Ancien Régime » comme il y en avait eu tant d'autre,

mais à la seule « révolution ». Ainsi d'un côté, « c'est la faute à la Révolution... » opposé, hors de toute information ni réflexion, à des enthousiasmes spontanés, souvent ni mieux informés, ni plus réfléchis. Vous avez tous vu, dans les livres – mais moi je les ai vus sur les murs – « l'homme au couteau entre les dents », les bolcheviks mangeurs de petites filles. Conséquence : il suffisait de se sentir spontanément méfiant envers les idées reçues, les doctrines officielles, pour se demander si, en Russie, ce n'était pas le contraire de ce qu'on disait...

Je me rappelle qu'il m'arrivait de dire à mon père : « En Russie, on a bien fait la révolution... » Mon père répondait : « Et tu crois qu'ils sont mieux qu'avant ? » Or je me rendais compte déjà d'une réalité chère à l'esprit historien de mon maître Ernest Labrousse : après une révolution, il ne faut pas dire « ils » ou « on » est mieux ou plus mal qu'avant. Il y a des gens qui sont mieux et des gens qui sont moins bien. Ce sont ces derniers qui crient le plus fort. Je me rendais compte dès lors qu'il ne fallait pas dire « Ils sont mieux... », mais a-t-on changé la proportion entre ceux qui étaient dans une situation misérable et les minorités privilégiées ? Or cette position, que j'ai eu dès lors, personne ne me l'avait même suggérée ; les discussions du Congrès de Tours, je vous l'ai dit, m'avaient complètement échappé. Ce que j'ai voulu évoquer, c'est une atmosphère.

En revanche, un moment-clé plus décisif fut 1924. Cartel des gauches. Triomphe de la gauche. C'était ma dernière année montpelliéraine. J'avais 18 ans. A Paris, j'allais changer non de point de vue, mais de contacts, et de niveau d'observations. A Montpellier, en mai 1924, on est allé dans la rue, on a fleuri le buste de Jaurès ; l'atmosphère de la Bastille un certain soir de 1981. Même réaction sentimentale, échappant à l'analyse.

Mais déjà, en 1924, je me suis tout de suite posé la question : que va-t-il se passer ? C'est surtout à ce moment-là que je me suis mis à lire « L'Humanité ». Parce qu'elle faisait la critique de l'événement. Millerand, président de la République, a dû démissionner après les élections. Problème de « cohabitation ». Mais nullement constitutionnel.

Moins important qu'aujourd'hui, puisque, à cette date, le président n'avait pas de rôle politiquement dirigeant. Et pourtant on l'obligea à démissionner. Or, quand il fallut élire son successeur, les forces modérées du Congrès firent échouer le candidat de la gauche. « L'Humanité » écrivit : le Cartel était parti pour la gloire ; il tombe au premier obstacle. Les personnages-clés du Cartel (Painlevé ; Merriot, etc) étaient des universitaires sans expérience des hauts milieux dirigeants, économiques surtout, mais même, jusqu'à un certain point, parlementaires. Je pense à un récent éditorial de Jean Dutourd, dans « France-Soir », qui dit : Il n'y a plus comme autrefois, de République des Normaliens. C'est faux ; il y a, dans les ministères actuels, autant et plus de normaliens qu'autrefois. Mais pas forcément « républicains » dans la tradition laïque des « grands ancêtres ». Ils sont passés par l'ENA, et il n'est plus bien porté d'être normalien ! Telles sont les évolutions, les différences...

Mais ce Cartel des gauches, dans mes premières années de Paris, Louis-le-Grand et mes premières années d'École – est bien ce qui m'a fourni le premier exemple – et décisif – d'un échec de démocratie parlementaire. Au bout de deux ans, Herriot, parti pour la gloire, appelait Poincaré « au chevet de la mère malade », dit-il, et collaborait à son ministère. Aveu d'un échec, et de la nécessité de faire « l'union nationale » sur les mots d'ordre économiques de la Banque de France, des grandes organisations financières et industrielles, et de Banques mondiales. Je pense, sur ce point, au livre de Jean-Noël Jeanneney, solide comme tout ce qu'il fait, mais qui, sous un titre qui évoque pourtant le « mur l'argent » (l'expression, je le rappelle, est

d'Herriot), suggère à peu près ceci : Herriot ne savait pas un mot de science économique, et c'est pour cela que l'expérience a échoué. Non. Il a échoué parce que la réalité du pouvoir, dans la totalité que représente le régime économique-social, n'est pas entre les mains des politiques. L'économie ne peut fonctionner que dans certaines conditions ; proposer des mesures que la gênent est hors de question ; la monnaie s'écroule, l'investissement s'arrête, etc. Je pense que cette constatation a joué un grand rôle dans la formation de ma vue marxiste des choses. Issue également, bien entendu, des études d'histoire que je poursuivais en même temps. Mais l'aspect critique de ces vues, leus application d'actualité, sortit aussi de l'observation des choses.

Elle aurait pu s'appliquer aux années suivantes : élections et gouvernement de 1932. A ce moment-là, j'étais en Espagne, ce sont d'autres choses qui m'ont frappé. Mais, en France, après des élections plutôt à gauche en 1932, on a eu Laval en 1934. Même chose en 1936-1938. C'est « la règle des deux ans », a dit Alfred Sauvy. Mais lui aussi, au lieu de dire : le fonctionnement de la vie économique n'admet pas plus de deux ans de suite une politique de gauche, il dit : les gens de gauche ne savent pas assez en économie. Si l'on veut. Mais cela signifie que les dénonciations de la gauche, en temps de réaction, sont vouées à l'inutilité. Parler d'« ignorance » en matière économique, c'est attribuer à un phénomène de connaissance, de « clarté de vues », ce qui est en fait la volonté du système existant de fonctionner suivant ses propres règles, c'est-à-dire dans l'intérêt des « classes dirigeantes » (elles portent donc bien leur nom). Si elles sont mécontentes, les choses ne marchent pas. Il ne s'agit pas tellement d'un boycottage systématique, mais bien d'une paralysie quasi-spontanée opposée à des mesures dont on est mécontent ou dont on a peur. Cela est devenu tellement clair pour moi, quand j'ai pu l'appliquer à la fois à mes études et à mes observations quotidiennes en Espagne, mais ceci m'est plus personnel et je ne voudrais pas vous ennuyer...

J-F. Sirinelli : Non, Monsieur, tout ce que vous nous dites est passionnant.

P. Vilar :

Je voulais dire à quel point l'expérience à l'étranger m'a formé. Et ce n'est pas pour me vanter d'être plus fort que Sartre ou Aron. Mais enfin je trouve étonnant que Sartre et Aron aient attendu leur vieillesse pour tirer les conclusions de leur expérience allemande de 1933-1936. On ne les a pas beaucoup entendus, sur le moment, parler du nazisme. Ils nous ont parlé d'Heidegger et de Husserl. Dans ses Mémoires, Aron, qui dit avoir vu brûler les livres devant les Universités en compagnie du fils de Thomas Mann, si j'ai bon souvenir, rappelle avoir écrit un « petit article » là-dessus. L'expérience de l'étranger n'a donc pas le même sens pour tous ceux qui la vivent.

Mon expérience personnelle en Catalogne a été pour moi fondamentale. Mais la raconter par le menu serait anecdotique. Et j'ai dit l'essentiel dans ma thèse, il suffit de la consulter. Mais quand je disais tout à l'heure que le hasard de mon départ s'était transformé en tout autre chose, j'entendais la transformation historico-politique subie par moi au premier contact avec le fait catalan. Je détestais, vous ai-je dit, tout nationalisme. Or je me suis trouvé devant une population pour qui l'appartenance catalane était essentielle. Et je ne pouvais pas la trouver antipathique. A cause d'une certaine naïveté, voir puérilité, dans l'expression de son patriotisme. De toute façon, c'était charmant. Et cela révélait, de plus, une sorte d'unanimité, allant des bornes de l'anarcho-syndicalisme au simple progressisme intellectuel. Comme cette unanimité exprimait l'opposition générale au général Primo de Rivera, je découvrais qu'il pouvait exister des nationalismes politiquement d'opposition, des nationalismes

libérateurs. J'ai dès lors médité autour du « phénomène-nation », devenu plus tard le centre de ma réflexion d'historien. Mais je ne signale ici, bien sûr, que le point de départ. Mon second séjour en Espagne, fin 1930, après mon service militaire, a coïncidé avec d'autres événements historiques espagnols. Plus « historiques » au sens classique, je veux dire politiques. Je venais d'arriver à Madrid le 15 décembre 1930, jour où le frère du général Franco, Ramón Franco, aviateur, et lié, fin 1930, aux milieux de gauche, voir d'extrême gauche, maçonniques en tout cas, tenta de relancer un essai de soulèvement militaire qui avait échoué dans les Pyrénées, en lançant sur Madrid, à basse altitude, des tracts appelant à la proclamation de la République. J'ai ramassé ces tracts, sur la « Puerta del Sol », le lendemain même de mon arrivée à Madrid. Alors, quand même... Cette impression de plonger d'un coup dans l'histoire d'un pays, dans une « révolution »... Ce qui m'amusait, c'est qu'à mon passage à Paris, les jours précédents, Cogniot, apprenant (sans doute par Bruhat) que je partais pour l'Espagne, m'avait fait appeler. Je vous ai dit sa mentalité, qui me faisait plutôt rire doucement, d'aventurisme puéril. Il voulait que je rencontre, de façon très secrète, un jeune révolutionnaire espagnol sans doute lié aux événements en cours, pour lui donner un passeport dont il pourrait avoir besoin. J'ai trouvé un très, très jeune homme, qui ne m'a pas du tout paru préoccupé d'aventure, et, plus que communiste, simplement « républicain ». Une autre recommandation de Cogniot m'avait paru plus intéressante : elle m'adressait à un personnage qui a ensuite joué un rôle politique non négligeable, le socialiste Rodolfo Llopi. Professeur d'Ecole Normale, Llopi, qui sera plus tard un des plus anticommunistes du Parti Socialiste, était alors, au contraire, membre des organismes supérieurs de « l'Internationale de l'Enseignement », à laquelle adhérait la « Fédération unitaire » française. Le soir du 14 décembre, il prononçait, dans la célèbre salle de conférences de « l'Ateneo » de Madrid, un exposé enthousiaste sur l'Ecole en Union Soviétique, d'où il arrivait. A la fin de la conférence, je donnai à Llopi le mot de Cogniot. Et Llopi, très gentiment, me recommanda : surtout, ne sortez pas demain, ce sera la Révolution, on tirera dans la rue. « Je sortis tout de même, mais les tracts lancés par Ramón Franco n'entraînent rien. Ce fut l'échec de la proclamation de la République. Les aviateurs les plus compromis se réfugièrent en France, avec d'autres militaires, y compris le général Queipo de Llano, le futur vainqueur de Séville, lors du soulèvement de juillet 1936 !

Ce fut donc l'échec. Mais presque une réussite, puisque, le 14 avril suivant, ce fut la fin de la dictature Berenguer et la République. Je tiens à ajouter une chose, parce que, s'il m'arrive de dire : « je crois avoir eu une certaine clarté de vue, une certaine capacité de prévision politique », les gens imaginent volontiers que je veux dire : j'ai bien prévu « les événements ». Or ce n'est pas du tout cela ; à court terme, je me suis plutôt trompé ! Le 12 avril 1931, à Montpellier, des amis m'ont dit « que va-t-il se passer en Espagne ? J'ai dit « rien du tout », le 14, ce fut la République. Le 14 juillet 1936, à Paris, au défilé du Front Populaire, je me suis trouvé auprès de Camille Soula, professeur des sciences biologiques à Toulouse, grand ami de Vincent-Auriol, et des républicains espagnols ; il m'a dit : « on a tué Calvo Sotelo ; espérons que ce sera un leçon, et que tout va aller bien. » J'ai répondu : « en effet, je ne crois pas que rien d'important arrive... » Et ce fut le 18 juillet, le putsch militaire. Ainsi, surtout, qu'on ne m'attribue pas une prétention de prévision à court terme !

En revanche, à long terme, la République espagnole, hélas, j'ai vu très vite où elle allait, avec, par exemple, sa façon de faire une réforme agraire sur le papier, sans la faire concrètement, etc...

Cependant, cette période, qui a coïncidé avec le moment le plus heureux de ma jeunesse personnelle, m'a fait aussi participer à une expérience historique

localement passionnante. L'Institut français de Barcelone m'a nommé, sans objection des « Relations Culturelles », professeur de français à l'École Normale de la Généralité de Catalogne, organisme créé par la « Gauche catalane » pour former un corps enseignant à la façon de la III^e République française : créateur d'une force populaire dominante, à la fois républicaine et patriotique (patriote catalane, bien entendu). J'ai vécu cette expérience avec des élèves et des collègues, qui m'accueillent encore là-bas, dans leur est arrivé sous le franquisme, on devine la nature des liens, les souvenirs communs, fidélités et rancunes. Y être associé ne peut être indifférent à un homme, et à un historien.

Bon. J'aimerais mieux maintenant que vous me posiez des questions.

J.F. Sirinelli.

Oui. On pourrait peut-être imaginer, Monsieur, que, très brièvement, si vous le souhaitez, trois restent à aborder : 1) la vision claire, à la veille de 1939, du conflit, 2) la guerre avec la captivité, 3) un lendemain de victoire. Voulez-vous que nous fixions – il est midi moins le quart – que vous disposez d'une dizaine de minutes pour traiter de ces trois points, mais plus brièvement ?

Pierre Vilar.

Si vous voulez... Du fait que mes années d'Espagne, entre 1930 et 1936, ont été les plus heureuses, personnellement, de ma jeunesse (ma femme aux Archives de la Couronne d'Aragon, moi-même parmi les jeunes intellectuels de Barcelone, avons noué de telles amitiés que nous nous sentions vraiment assimilés aux joies et aux soucis de cette société), vous pouvez imaginer ce que fut pour nous le fait de la voir sombrer dans une guerre civile. Nous même avons dû rentrer en France dans des conditions difficiles. Le Front Populaire s'installait tout juste au pouvoir, et on oublie un peu les conditions difficiles que le période Laval avait imposée, en particulier, aux jeunes ménages de fonctionnaires. Nous n'avions pas vécu cette période, ni par exemple, les émotions politiques de février 34. En rentrant, nous découvrons toutes sortes de difficultés, de petits déchirements.

Cependant, notre souci majeur fut, bien entendu, la guerre d'Espagne. Le phénomène de la non-intervention nous marquait particulièrement. Et d'autant plus peut-être que nous aurions voulu nous réjouir du Front Populaire en France. J'ai insisté, dans le petit livre sur la Guerre d'Espagne qui paraîtra bientôt en France, et a déjà paru en Espagne (avec un succès qui m'a surpris, mais qui a son sens : « enfin quelqu'un qui traite de notre guerre avec sympathie et sans trop de préjugés !...), j'ai insisté, dis-je, sur un point qui est souvent mal compris : je n'aime pas qu'on nous parle des « larmes de Léon Blum » Un film vient de passer à la télévision (je ne sais si vous l'avez regardé) qui est très apologétique sur la personne de Léon Blum ; l'affaire de la « non-intervention » n'y est pas mal évoquée, mais toujours comme si le drame – la responsabilité – était dans la personne de Blum. Pour moi, ce n'est pas cette personne qui est en cause. Et je sais qu'il a pensé à donner sa démission, et qu'il y a renoncé à la demande de ses amis espagnols. Un successeur avait toute chance d'être pire. Or c'est cela qui importe ; le fait qu'il ne pouvait rien, parce que le système politique permet difficilement, ou ne permet pas du tout, d'aller contre ce que souhaite plus ou moins consciemment, mais souvent passionnément, la société dominante, celle qui constitue l'autorité sociale vraie. Le système anglais, le système français, la presse dominante, la diplomatie, à commencer par le corps diplomatique espagnol qui passa massivement du côté de militaires : voilà ce qui condamnait la République espagnole à l'isolement. Quand on parle de luttes de classes, de conscience (ou d'inconscient) de classe, ce ne sont pas des paroles en l'air. Au sommet de tous les appareils sociaux dominants, dans l'occident de l'Europe, sans parler des pays fascistes, et de cercles

dirigeants des deux Amériques, les attitudes dominantes furent : I) un gouvernement qui est privé de son armée, qui est désapprouvé par toutes les classes sociales supérieures de son pays, ne peut pas être victorieux, donc préparons-nous à de bonnes relations avec celui vaincra. Et dont bien des gens haut placés se sentent proches. L'amirauté anglaise (au témoignage de Darlan), la diplomatie française (là, je suis témoin), se disent, souvent très ouvertement, « plus franquistes que Franco ». Voilà l'analyse de classe qui est à faire. Et on nous parle des « larmes » de Léon Blum. Un « homme de bonne volonté », sans doute. Qui fut « déchiré ». Et que m'importe ? Le vrai phénomène historique n'est pas là.

J'ai vu, j'ai vécu certaines choses. Je répète : je ne peux guère traiter de tout personnellement, anecdotiquement. Et je n'ai nullement eu l'expérience profonde de la « révolution espagnole ». Ce que j'ai vécu a cependant quelque sens.

En juillet 36, lors du soulèvement, nous étions en vacances en France ; mais nous avions à Barcelone tout ce à quoi nous tenions, non seulement matériellement (meubles, etc) mais moralement et intellectuellement : tout mon travail de thèse, toutes les fiches de ma femme sur la documentation des Archives d'Aragon (justifiant sa mission), etc. J'ai dit, donc : je vais à Barcelone, en assurer le déménagement. Croyez-vous que les autorités diplomatiques m'y ont aidé ? Au Ministère des Affaires Etrangères, on a tout fait pour me dissuader de partir. Et dit clairement : « vous partez sous votre propre responsabilité, si on vous assassine, tan pis pour vous. « J'ai dit : pourquoi pas ? J'avais de bons amis un peu partout à Barcelone, y compris à la Généralité de Catalogne, organe officiel (même si on pensait à juste titre qu'il ne lui restait pas beaucoup de pouvoir). A la frontière, j'ai presque été choqué du peu de garanties qu'on m'a demandé : le comité – anarchiste – de la frontière, affecta de refuser toute recommandation, toute justification : « vous habitez Barcelone ? Alors allez-y, c'est tout naturel ». J'ai trouvé, c'est exact, une atmosphère révolutionnaire assez effarante. Mais mon déménagement s'est fait dans des conditions parfaites. Je n'ai perdu ni un objet, ni un papier ! Mais ce n'est pas ce qu'ici je voulais vous raconter. A Paris, le jour où j'étais à la veille de partir, les Ministères des Affaires Etrangères, qui m'avait accordé l'appui que je vous ai dit, me fit soudainement appeler, « venez vite, nous avons un service à vous demander ». Je me suis trouvé devant un représentant de la maison Louis-Dreyfus – vous savez, un grande banque, un grand organisme de commerce international des céréales, etc. J'appris que cette maison avait en Espagne l'entreprise d'irrigation dite « Riegos de Levante », qui assurait l'irrigation de la plaine de Murcie, par le río Segura. J'avais entendu parler des conditions draconiennes imposées aux paysans de cette région pour l'usage de cette eau. On me dit : aucun des Français de l'entreprise n'est menacé. Mais on craint pour son ingénieur espagnol, qui pourrait bien être rendu responsable de l'impopularité de l'entreprise. Il se cache. Il est menacé. Nous faisons tout pour le faire sortir d'Espagne. Mais notre Consul général à Barcelone ne répond pas à nos appels. « Voyez-le ». Bien sûr, puisqu'il s'agissait de sauver quelqu'un, ma première démarche à Barcelone fut pour cette affaire. Le Consul Général me répondit : « je ne m'occupe pas de gens recommandés par les Juifs ». Voilà où on en était : l'homme responsable de la politique française à Barcelone en pleine révolution était capable de cette réponse. Il est vrai qu'au cours des années 40, ce personnage s'est montré si collaborateur, si antisémite, si philonazi qu'il a fallu, en 45, s'en débarrasser. On ne l'a pas fait en 1936 ! J'ajoute que l'homme avait peur : il n'osait pas traverser les dix mètres de trottoir qui séparaient la porte du consulat de sa voiture. Pour moi, j'ai beaucoup parcouru Barcelone pendant dix ou douze jours. Personne ne m'a agressé. J'ai tiré de ce séjour : quelques leçons. Ce que j'essaie d'expliquer dans mon livre,

c'est que, si la révolution était faite par une minorité, en plein désordre, avec des horreurs, le raisonnement de tous mes amis, et même de bien des gens croisés au hasard ou mêlés à ma vie de tous les jours, était la suivante : c'est terrible, mais qui nous a mis dans cette situation ? Et qu'est-ce qui se passera pour les Catalans, en tant que tels, si Franco l'emporte ? C'est cet aspect négatif, défensif, de la masse espagnole devant le coup d'état militaire qui m'a frappé, et que de bons livres assez plats, comme ceux de Jackson ou Hugh Thomas, ne décrivent pas assez, tandis que d'autres, comme ceux de Broué et Témime, fort intelligents, sacrifient, en fait, à leur démonstration « révolutionnaire », le phénomène de fond.

Voilà donc les expériences qui ont dominé mes impressions personnelles au cours des années 1936-1939. Mais si la guerre d'Espagne était le centre de mes pensées, elle se liait étroitement à la peur que j'éprouvais devant la prévision d'une imminente catastrophe, et à un phénomène qui doit vous être relativement connu, mais sur lequel un témoignage vécu peut malgré cela vous intéresser : je veux parler de la lutte entre deux tendances spontanées, instinctives, de l'esprit public du moment ; j'hésite à dire « bellicistes contre pacifistes », parce qu'il faudrait introduire beaucoup de nuances dans chacun de ces qualificatifs : disons entre ceux qui, voyant venir la guerre, voulaient tenter de l'empêcher en montrant de l'énergie contre les fascismes menaçants, et ceux qui, soit par sympathie pour ces fascismes, soit par pacifisme hérité du vieil anarchisme ou sursaut antimilitariste des années 1920-25, se refusaient à voir les dangers de la situation. Je pense surtout à ceux qui intervenaient sans cesse dans les réunions d'intellectuels, d'enseignants, à la virulence d'un Alexandre, à celle de quelqu'un dont j'ai scrupule à dire non pas « du mal » (ce n'est pas « du mal » que je vais en dire), mais à avouer que son comportement m'a toujours exaspéré : je veux parler de Simone Weil. C'est vrai, elle est allée « se battre » en Espagne (huit jours), mais, dès le temps où je la rencontrais à l'Ecole, je le trouvais une propension à la sûreté de soi, sur des affirmations successives contradictoires, que je supportais difficilement. Elle a contribué à répandre une image de la « révolution espagnole » valable tout au plus pour un coin très limité du phénomène. Mais cela ne m'encourageait pas à admettre, à la veille de 1939, ses interventions contre ceux qui, disait-elle, voulaient « graisser les godillots » pour la prochaine guerre impérialiste. Je voyais là un danger, évidemment dérivé de fausses visions historiques, d'incapacités à observer passé et présent. Vous m'avez demandé, en substance : votre engagement politique a-t-il influé sur vos positions d'historien ? J'ai l'impression (j'ai toujours eu l'impression, j'ai pu me tromper, bien entendu), que j'obéissais au mouvement inverse.

J.F. Sirinelli.

Je vous remercie, M. Vilar. Je poserai des questions très brèves, car j'imagine que mes collègues ont toute une suite de questions à vous poser après ces remarques passionnantes. Mes remarques seront au nombre de trois : 1) Avez-vous été en rapport avec Paul Nizan, et jusqu'à quand ? 2) Vous évoquiez le pacte germano-soviétique. J'ai entendu votre témoignage au colloque d'octobre 1983 organisé à l'Ecole Normale Supérieure sur les Communistes de 39 à 41 ; souhaitez-vous l'évoquer ? 3) La troisième est plus générale et recoupe la réflexion de notre groupe de travail de cette année : avez-vous, au bout du compte, le sentiment d'appartenir à une génération ? En tout cas, pour cette première partie de votre itinéraire, c'est-à-dire jusqu'à la Seconde guerre mondiale ? génération qu'on pourrait appeler celle de la première décennie du siècle, celle parue avec le siècle ? Souhaitez-vous que mes collègues vous posent immédiatement d'autres questions ?

Pierre Vilar.

Oui

J.F. Sirinelli.

Michel Trebitsch, qui fait une thèse sur Henri Lefebvre.

Trebitsch:

C'est une question sur votre marxisme. Vous dites à plusieurs reprises que vous êtes marxiste et non pas militant politique communiste, etc. Et j'en étais encore frappé, en vous écoutant. Ce marxisme m'apparaît – et je le poserai sous forme de question – comme un marxisme de caractère économique ou économiste. Je suis très frappé de cette distinction, que vous maintenez, à plusieurs reprises dans vos analyses, entre des formes politiques, des superstructures qui seraient en somme peu puissantes, et puis, alors, ces forces obscures, peut-être maléfiques, qui seraient les forces économiques et qui interviendraient à chaque moment. Alors deux questions :

- D'abord, est-ce qu'on pourrait remonter dans votre éducation à un rapport à l'argent dans une famille de petits fonctionnaires du début du siècle, où l'on représentait l'argent d'une manière je dirai un petit peu protestante, comme le mal ?
- Deuxièmement, est-ce que, dans votre formation marxiste, il y a eu insistance sur les textes, en particulier sur les manuscrits économique de Marx ? Quels ont été les livres qui vous ont le plus frappé dans les années 20 ? Pour simplifier, est-ce que ça a été plutôt du côté « Matérialisme et Empirio-criticisme » de Lénine, ou bien des textes de caractère beaucoup plus philosophique ?

J.F. Sirinelli – Marc Lazar.

Marc Lazar.

Je voulais revenir sur un événement que vous n'avez pas évoqué et qui ne vous est pas revenu naturellement dans l'évocation de vos souvenirs : le guerre du Rif. De même que vous avez évoqué l'importance de l'occupation de la Ruhr, est-ce que la guerre du Rif a été pour vous un événement important ?

P. Vilar.

Je répondrai rapidement : là-dessus, si vous voulez. Rien à voir avec ce qu'avait été l'occupation de la Ruhr. Il est certain que, dans ces incidents dont j'ai parlé – des jeunes gens qui ne voulaient pas aller au service militaire, à la fois approuvés et désapprouvés par un vieil instituteur, - c'était peut-être au moment du Rif. Mais je n'en suis pas sûr (ce devait être antérieur à l'intervention française).

M. Lazar.

Ensuite je voulais savoir : par rapport au fait que vous êtes un historien marxiste. Vous avez expliqué que c'était la seule théorie valable de l'histoire, la seule théorie générale de l'histoire. Est-ce que vous pouvez nous expliquer l'importance, selon vous, du texte de Staline sur la question nationale sur lequel, je crois, vous vous êtes un peu expliqué lors du colloque... (?) Donc, pour vous, l'importance de ce texte par rapport au marxisme et par rapport à vos travaux.

Troisième chose : est-ce que vous accepteriez comme qualification la qualification de « compagnon de route », y compris avec ce que mettaient les bolcheviks là-dedans, puisque, comme vous le savez, l'expression a été forgée par Trotzki – l'archéologie du mot reste à faire d'ailleurs, - et que papoutchik en russe a un notion un peu péjorative. Est-ce que vous accepteriez cette qualification ? Vous avez refusé le terme d'engagement politique. Et puis, dernière chose, j'aimerais savoir si, pour vous, la revue « La Pensée » a joué un rôle ?

N. Racine.

J'aimerais savoir si vous avez participé au groupe de réflexion sur le marxisme autour de Paul Langevin durant la fin des années 30, au groupe d'études matérialistes qui s'est réuni autour de Langevin et qui a été à l'origine de « La Pensée ».

P. Vilar.

Oui, sur ce point, je peux vous répondre tout de suite, car c'est une question précise. J'ai assisté aux deux ou trois séances de fondation de « La pensée ». Il y avait là Langevin, bien entendu. Il y avait Solomon. Il y avait Politzer. Il y avait Moussinac. Il y avait...je cherche à me rappeler, Monod, il me semble (le futur prix Nobel). J'étais très enthousiaste, car il s'agissait de réfléchir à la fois politiquement et théoriquement. Et avec des gens d'une ouverture et d'une compétence intellectuelle indiscutable. Donc j'étais enthousiaste, j'ai donné tout de suite mon adhésion ; je dois même dire que Moussinac m'a demandé d'être secrétaire de rédaction de la revue. Je n'ai dit ni oui ni non, parce que, d'une part, je ne confondais pas ce type de groupe avec une réunion politique du genre de celles que je détestais, mais d'autre part j'étais un peu inquiet de la responsabilité, du travail, que pouvait représenter le secrétariat d'une importante revue. Je n'ai pas eu à choisir, car, dans les jours qui ont suivi, on m'a téléphoné et laissé entendre qu'on préférerait donner le secrétariat à un membre du parti. Ça ne m'a guère gêné. Je me suis plutôt dit : quelle chance !

En revanche, ma collaboration était acquise ; j'ai écrit dans les deux premiers numéros – surtout des comptes-rendus. Au fond, le meilleur souvenir que j'ai gardé de ce moment – parce que la rencontre qu'il m'a procurés a joué un certain rôle dans la deuxième partie de ma carrière d'historien – c'est ma première collaboration avec Albert Soboul ; on nous a demandé d'aller voir ensemble l'exposition de Carnavalet pour le cent-cinquantième anniversaire de la Révolution française, et d'en faire, à tous deux, un compte-rendu critique ; et nous avons réagi de même façon. L'exposition était ainsi présentée : vous arriviez, et vous trouviez face à la guillotine ; je veux bien que la guillotine ait joué un certain rôle sous la Révolution. Mais présenter celle-ci sous le signe de la guillotine, on voit l'esprit des organisateurs ! Ajoutons l'importance donnée à la famille royale, les réflexions entendues devant le plan de Valmy, etc. Cinquante ans plus tard, ces souvenirs ont encore un sens ! Outre ce compte-rendu, combiné entre Soboul et moi, j'ai aussi rendu compte de la « Nouvelle Histoire d'Espagne » de Maurice Legendre ; les comptes-rendus de philosophie étaient confiés à Mikel Dufrenne, qui avait été mon collègue au lycée de Sens, et qui s'est plus tard écarté du marxisme, en captivité, sous l'influence de Paul Ricoeur.

D'autres contacts curieux, significatifs, me furent offerts en relations avec « La Pensée ». Je ne sais si vous avez entendu parler d'un analyste de la pensée politique. Labrousse (je cherche son prénom, il n'a rien à voir avec mon maître Ernest Labrousse) ; j'ai trouvé : c'est Roger Labrousse ; sa femme Elisabeth Labrousse, vient d'attirer ces jours-ci l'attention des historiens par son livre sur la Révocation de l'Edit de Nantes. Elle est de la famille Goguel. Ce jeune ménage s'était pour un temps fixé à Barcelone en 1934-1936, et nous avons lié une bonne amitié. J'envoyai à Roger Labrousse le premier numéro de « La Pensée » ; il me répondit : il est question de chars d'assaut dans cette revue ; comment pourrais-je m'y intéresser ? Il faisait donc partie de ce secteur du pacifisme absolu auquel j'ai dit allusion. Il est resté en Amérique latine lors de la mobilisation, fidèle à ce pacifisme. Mais il est mort jeune là-bas, et je crains bien que son attitude, en le coupant des réalités historiques du moment, n'ait brisé sa vie. Cette attitude envers « La Pensée », qui fut celle de beaucoup de socialistes, a son sens ; la pacifisme-anticommunisme en a entraîné quelques-uns assez loin, sur des voies plus dangereuses.

Mais « La Pensée » d'avant-guerre n'a eu que deux numéros. Après la guerre, reparti vers l'Espagne, je n'ai plus eu avec la revue que des relations lointaines et espacées. Je garde avec Antoine Casanova, un de ses principaux responsables, très bon historien de l'ancienne Corse, des relations excellentes, Il m'a demandé, il y a quelques années, de publier dans « La Pensée » mon article de synthèse sur « La nation », déjà paru en diverses langues ; vous pourriez y trouver ce qui vient de m'être demandé par ailleurs : mes vues sur les apports de la pensée marxiste – y compris Lénine et Staline – sur le problème national.

Une indication pour ceux que « La Pensée » intéresse. Malheureusement assez frustrante. Un étudiant étranger (espagnol, hispano-américain, italien ?) qui a suivi longtemps mon séminaire, projetait une grosse thèse sur cette revue. Un jour, il a disparu de mon horizon, et je regrette naturellement d'ignorer si son projet a donné des fruits.

M-F. Raflin :

A propos de la guerre de 14-18, vous avez parlé de l'influence de différents enseignants. Est-ce que vous pourriez préciser un petit peu quelle a été l'influence de votre environnement familial, et son influence politique ? D'autre part, votre adhésion au marxisme était essentiellement intellectuelle et antipolitique, ce qui est peut-être à rapprocher...

P. Vilar.

Non ! Pas « antipolitique » ! J'ai dit « pas politique ». Je veux dire : une réaction de tempérament contre les activités politiques traditionnelles, discussions, engueulades, personnages d'un même clan qui ne peuvent se souffrir les uns les autres, etc : voilà ce qui m'a toujours paru très désagréable...

M-F. Raflin :

Vous vous dites contre la politique en général et pas sentimental ; et pourtant, le premier événement que vous citez, c'est le meeting de la « Pasionaria », c'est quand même un petit peu...

P. Vilar :

Le meeting de la « Pasionaria » ! Imaginez-vous, tout de même, une guerre civile qui éclate, à nos portes, entre un putsch militaire d'amis de Hitler et de Mussolini, une République démocratique mise en jeu – et non pas « le communisme » - et une femme qui vient à Paris, et se prononce, avec cette exceptionnelle capacité de communication qu'elle avait, devant 40.000 parisiens, peut-être communistes en majorité, mais pas tous communistes, et en présence de tous les grands intellectuels du moment ! Et vous appelez ma présence, mon émotion, une réaction « sentimentale » ! Bien entendu, c'était « sentimental ». Mais je m'y sentais tout entier engagé, et constatais que mes raisons personnelles d'attachement à l'Espagne n'étaient pas seules en jeu, puisque tant de gens, soudain, se sentaient intéressés. Était-ce un événement « politique » ? Bien sûr ! Mais il me semblait aussi moment historique. Je sentais bien : si on laisse l'Espagne républicaine s'effondrer au profit d'un régime fasciste, où allons-nous ? On a vu la fin. C'est là-dessus que j'insiste dans mon petit livre : on dit beaucoup que tout le monde a abandonné les républicains, qu'ils ont été trahis, par Staline en particulier ; or ce qui me paraît historiquement significatif, c'est que les Républicains espagnols se sont effondrés en 1939, en mars ; or Hitler a attendu cela pour entrer à Prague, Mussolini pour entrer à Tirana ; et Staline pour déclarer qu'« il ne tirerait pas les marrons du feu », entendons qu'il pourrait se retourner, tandis que jusqu'en décembre il avait envoyé des armes, et beaucoup. Donc, si vous voulez, disons que la liaison entre le fait espagnol et les risques historiques courus dans le

monde, et en France en particulier, m'apparaissait clairement. « Sentimentalement » ? « Politiquement » ? Si vous voulez. Mais « l'histoire » m'a donné raison.

J.F. Sirinelli :

M. Vilar, vous avez longuement parlé, à juste titre, de l'Espagne. Il faudrait peut-être songer à répondre aux autres questions.

P. Vilar:

Oui. Bon. Je vais répondre aux vôtres.

Mes rapports avec Nizan ? Les mêmes, si vous voulez, qu'avec Sartre. A l'Ecole, ils étaient le centre d'un petit groupe, avec lequel mes amis immédiats n'entretenaient pas de relations particulières. D'une part je voyais surtout les historiens. Et, dans ma turne, mes amis philosophes – je pense à Pierre Boivin et à André Kahn, ne se référaient pas beaucoup à Sartre et Nizan. En revanche, j'appellerai – je les moments de contact que j'ai pu avoir avec Sartre et Nizan, des contacts d'ordre « politique » ? Dans la mesure où Sartre a pris un jour l'initiative d'une pétition sur le thème « peut-on nous obliger à être officiers », j'ai bien, en signant (puis en maintenant ma signature après incidents divers) pris une position « politique » (d'ailleurs plus morale qu'idéologique) auprès de Sartre. En revanche, quand nous avons fait, avec lui, des revues – elles aussi de ton antimilitariste, je n'y ai pas ajouté une importance particulière, et je trouve que Bruhat a beaucoup trop, dans son livre de souvenirs, insisté sur ce type d'incidents ; j'y voyais des thèmes amusants, et je m'entendais bien avec Sartre et Nizan, parce qu'ils étaient ceux qui montaient le plus d'esprit, de talent, dans les textes proposés. Je dirai qu'en somme ils me sont alors apparus comme d'excellents auteurs de chansonnettes. Qu'ils fussent de grands philosophes, de bons romanciers j'avoue ne l'avoir su que plus tard. Boivin et Kahn étaient plutôt ironiques. Quant à « Aden Arabie », j'ai plus tard apprécié le contenu anticolonialiste du texte. Mais, sur le moment, j'avoue que sur l'occasion qui l'a suscité, j'ai été plutôt réticent. Non par opinion « politique », mais pas tempérament, je ne serais pas allé faire du tapirat chez un richissime homme d'affaires, dans un palais d'Aden. Ce genre de choses me gênait. J'ai considéré Nizan, plutôt, - et cela a souvent été dit delui – comme un snob. Le jeune homme qui veut être élégant. Il y en avait peu à l'Ecole. Je ne les condamnais pas. Il y en avait en que j'aimais beaucoup, Jena Seznec, qui a fait une carrière de professeur à Oxford ; il aimait le style anglo-saxon, pourquoi pas ? C'était totalement a-politique comme choix. Alors le phénomène « Aden Arabie » m'a surpris...

J.F. Sirinelli:

Je posais la question sur Nizan, M. Vilar, parce que, justement, de votre génération, c'est l'un des rares, car vous souligniez tout-à-l'heure qu'ils étaient peu nombreux, à voir quand même embrassé le communisme.

P. Vilar:

Alors je dois dire, justement, que cela m'a stupéfait. Quand j'étais à l'Ecole, Nizan ne m'apparaissait pas du tout dans la mouvance Bruhat-Cogniot-Labérenne-Joly, etc...J'ai appris, plus tard, qu'on considérait Nizan comme communiste, et mon impression a été : pas possible, qu'est-ce qu'un garçon comme lui va faire dans ce type d'organisation ? Bruhat a ensuite, dans ses mémoires, fait de Nizan un grand ami, et c'est possible pour une période ultérieure (les séjours à Nantes) ; du temps de l'Ecole, ses jugements sur Nizan étaient plutôt méfiants, négatifs (je savais bien qu'il y avait eu des projets de « revue marxiste » autour de gens comme Friedmann, Lefevre, etc. Mais cela me semblait plutôt avoir échouer. Vu de plus loin, assez au-delà de 1930, j'ai eu l'impression que Nizan était un intellectuel soucieux de se faire un nom,

une carrière ; Sartre avait choisi la littérature, Nizan la carrière politique (bien que, comme romancier, il ait finalement été connu plus précocement que Sartre).

Mais je voudrais ajouter pourquoi je considère que Nizan, par ses œuvres, a été plutôt nocif. Quand j'ai rejoint mon régiment en 1939, j'ai eu comme capitaine un homme de mon âge, et même un peu, plus jeune que moi, saint-cyrien, méhariste, très, très militaire, mais extrêmement sympathique. Très vite, nous avons été très copains, bien qu'il ait su tout de suite qui j'étais, dans quel cadre idéologique je me situais. Nous parlions très librement, et quand je lui faisais des objections sur la façon dont son milieu, et lui-même, pouvaient penser la situation, le sens de la guerre, il me disait : mais enfin, en 1939, à la veille de la guerre, les communistes préparaient bien la révolution ? Le preuve, pour-lui, était que les officiers en service, en 1939, avaient ordre de coucher tous les samedis avec leur pistolet sous leur traversin, la révolution pouvant éclater. Je disais : « mais qui donc vous disait ça ? ». « Je suppose, répondait-il, que les services de renseignements français savaient leur métier ». J'essayais de lui faire comprendre, un peu dans la ligne que je vous expose aujourd'hui, qu'il fallait envisager une analyse historique du moment, et que, dans ce cadre, on demandait plutôt aux communistes (espagnols, français, etc) de ne pas la révolution : cela avait-il changé avec le pacte germano-soviétique, on pouvait discuter ; mais avant ? sans me croire particulièrement renseigné sur les consignes du parti communiste, je pouvais affirmer qu'elles avaient été du type « front commun », « défense de la démocratie », et même de la « patrie », de la préparation à la guerre (j'ai dit combien certains le lui reprochaient). Mon capitaine me disait alors : je veux bien vous croire ; mais Nizan ? Nizan était le grand argument sur lequel s'appuyaient les militaires : dans « La Conspiration », de jeunes communistes conspiraient dans les coins, fouillent dans les tiroirs de leur colonel ! Et, bien entendu, d'autre part il était l'homme de d' « Aden Arabie ».

Ainsi on m'opposait Nizan, dont je ne croyais pas qu'il eût jamais été celui qui mettait la société française en péril ! Que lui-même, personnellement, ait aperçu, en Espagne, en Union Soviétique, des choses qui ont pu lui déplaire, et qui expliquent (ou ont justifié à ses yeux) son attitude au moment du « Pacte », c'est possible. Mais il y a une chose que je n'arrive pas à comprendre, c'est qu'on ait pu publier comme des monuments de justification de son attitude les lettres échangées entre Nizan et sa femme dans les premières semaines de la mobilisation. Son souci principal fut d'être intégré dans les organismes de liaison entre états-majors français et britanniques. Et il y est parvenu. Quant à moi, je ne pas qu'on puisse justifier la formule absurde employée par Thorez, Aragon, etc : « Nizan policier ». Mais quand on sait les garanties qu'on demande à ceux qu'on engage, à un certain niveau, dans ces types d'organes de liaison, et au passé, à la réputation de Nizan, on se dit qu'il lui a fallu, probablement, donner de sérieuses garanties sur son retournement politique. Or cela, ses amis le publient avec un sorte de naïveté, comme un mérite. Mais cela, dans la mesure où nous l'avons su, ne nous a pas paru très naturel, au moment où nous partions pour la guerre...

J.F. Sirinelli:

Cela peut nous amener, Monsieur, si vous le souhaitez, au pacte germano-soviétique.

P. Vilar:

Bien. Alors ? Le pacte germano-soviétique. Pour moi, il n'a posé aucun, aucun problème. Je veux dire que lorsqu'on avait observé l'ensemble de la politique française (et « occidentale ») depuis quelques années, depuis 1936 surtout, on ne

pouvait s'étonner du retournement. Vous me direz que je reviens à l'Espagne, à la non-intervention. Oui, peut-être. Mais pas seulement. Il s'agit d'un ensemble politique, social, journalistique, passionnément attaché à montrer dans le fait soviétique le danger majeur, et l'accord possible avec Mussolini au moins, Hitler peut-être. Munich en est le symbole. On dira : mais le gouvernement ? Si le Front Populaire est bien oublié, la majorité parlementaire est encore « de gauche ». Mais gouverne-t-elle ? Pierre Cot, de nombreuses années plus tard, m'a confié : « les généraux, les amiraux, les responsables de l'aviation, étaient très respectueux, très gentils avec moi, mais je savais bien que dans leur domaine, ils faisaient au besoin le contraire de mes instructions. « Système diplomatique, système d'états-majors, avant d'être antinazis, étaient anticommunistes. Lisez « L'étrange défaite » de Marc Bloch, vous verrez ce que pensaient les hauts cadres de l'armée. C'est souvent ahurissant. Et nous le sentions bien. Il suffisait de lire « Le Temps ». Les articles de Joseph Barthélemy, fort influents, traitaient toute question à partir du présupposé anticommuniste. Je me disais donc : un jour cela va rater, va entraîner la fin de toute négociation avec Moscou, de tout espoir de bloc antinazi. De sorte que le pacte germano-soviétique m'a bouleversé, parce que je suis dit : cette fois, France et Angleterre vont trouver tout naturel de faire la guerre, mais ne m'a pas « surpris » ni indigné. Je peux vous raconter un détail familial, intime si vous voulez, mais où les personnages qu'il me faut évoquer ne sont pas n'importe qui, pour des universitaires comme nous. J'étais en vacances, avec ma femme et mon petit garçon, dans un chalet de Haute-Savoie. Ceux qui sont venus nous annoncer le pacte germano-soviétique étaient Adrien Bruhl, mon camarade d'Ecole et de Casa Velázquez, archéologue qui sera, après la guerre, doyen du Lyon, et Louis Halphen, le médiéviste, qui avait été mon professeur à la Sorbonne et celui de ma femme à Bordeaux ; de très bons amis, et qui, comme membres de la société juive la plus connue, se doutaient bien de ce pourrait être une Europe dominée par Hitler ; sans doute ne pouvaient-ils l'imaginer telle qu'elle sera dans la réalité ; mais on devine leur émotion quand ils sont venus nous dire : il y a un pacte entre Staline et Hitler. J'entends encore le cri de ma femme : « eh bien on ne l'a pas volé ». Après quoi elle éclata en sanglots, parce qu'elle savait que c'était la guerre. Nous avions vécu trop intensément les années 36-39 pour que ce « on ne l'a pas volé » soit le cri du cœur qui nous vint aux lèvres. Je pense en particulier à la Pologne : il y a quelques années, autour de 1965 ou 70, un article du « Monde » s'était intitulé « rien n'est normal en Pologne depuis 1939 » ; une lettre de lecteur, quelques jours plus tard, m'a fait un immense plaisir, et surtout parce que ce lecteur signait « professeur d'histoire » ; la lettre, très brève, mais très dense, disait : « et en 1939, sans doute, en Pologne, tout était normal ». Il rappelait les frontières polonaises (certes moins conformes qu'aujourd'hui à la Pologne historique, les rodomontades des généraux et de colonels, et leur antisoviétisme, leurs avances à Hitler et leur participation au partage de la Tchécoslovaquie, etc... On nous avait demandé de ne pas « mourir pour Dantzig », mais du moment qu'il s'agissait de défendre la Biélorussie contre les Russes, on n'hésitait plus ! On ne parlait plus que de « l'alliance Hitler-Staline » comme s'il eût été rassurant de se battre à la fois contre les deux ! Pour ma part, je parlais dès le 25 août et je ne doutais pas qu'il fallût se battre. Mais on se battit sans se battre ! Sauf à rêver (ce fut sans cesse le souci majeur des états-majors) d'envahir l'URSS par le Moyen-Orient, ou de maintenir les Finlandais aux portes de Stalingrad. Lors que la guerre de Finlande j'ai rencontré un jour des amis socialistes qui allaient porter leurs skis pour aider les Finlandais ! Je leur ai demandé : 1) croyez-vous vraiment que les Finlandais ont besoin de skis, 2) vous croyez que le maréchal Mannerheim est un champion de la démocratie ? Il m'arrive de raconter cela avec un scrupule : est-ce de

l'anecdote ? Tout bien réfléchi, ce n'est pas de l'anecdote : l'anticommuniste continu comme fond psychologique dans la droite française, et l'anticommunisme récurrent chez les socialistes, n'oublions pas ces facteurs d'histoire.

Autre histoire, anecdotique, mais significative par le type social et mental des personnages. J'étais convoqué pour le 25 août à Paris par mon ordre de mobilisation. Je passai chez moi la nuit du 24, et, en face de chez moi, je voulus voir comment réagissait ma marchande de journaux, à laquelle, au cours de l'année, j'achetais la presse ; je la savais communiste et je précise que cette femme, au cours de la Résistance, a été admirable, au témoignage de ma femme, qui a été avec elle en contact quotidien. Cela dit, elle avait la foi du charbonnier, et n'était pas très intelligente. Quand j'arrivai dans la boutique, ce soir du mois d'août, j'y trouvai le professeur Chapelon, mathématicien, professeur à Polytechnique, habitué lui aussi du petit magasin de journaux, où je le rencontrais souvent ; son « engagement politique » devait ressembler au mien ; disons qu'il faisait partie du cercle Langevin, au sens très large du terme. Or notre brave marchande de journaux nous dit : « après tout, Hitler, ce n'est peut-être pas si mal que ça... » J'ai toujours cité cela pour indiquer qu'il n'est nullement absurde de penser que certains communistes, du seul fait que Staline prenait une certaine attitude, étaient capables de conclusions de ce genre. Cela, à la base. Et j'ai toujours pensé : il s'agissait de communistes bêtes ; il y a partout des gens bêtes et des gens intelligents. Le mari de la marchande de journaux était présent ; à l'inverse de sa femme, il était plutôt antipathique, mais fort intelligent ; et il dit à sa femme : « tu es stupide ; tu ne vois donc pas que Staline ne pouvait faire autre chose à l'heure actuelle ; il ne veut pas se battre tout seul ; nous verrons qu'un jour cela changera ». Les choses étaient remises au point, avec, bien entendu, l'approbation de Chapelon et la mienne. Je dirai donc pas qu'aucun communiste n'a été tenté de conclure du Pacte : « Hitler ce n'est pas si mal que ça ». En revanche je crois que, comme l'a décrit Aragon dans la première version de son livre « Les communistes », l'immense majorité des militants et sympathisants a, je crois, posé la question : comment se rassembler, garder les contacts, pour savoir comment agir dans une situation qui a toute chance de changer un jour ? Une chose qu'on oublie un peu trop d'analyser, à propos de cette période, c'est la rapidité, la brutalité, de la réaction anticommuniste qui, en fait, traduit le fond des choses que j'ai évoqué : la rencontre de l'anticommunisme de droite, fondamental, et des anticommunistes « de gauche », toujours prêts ressortir violemment. Sur la violence de la réaction officielle immédiate, encore un souvenir personnel, ou, plus exactement, me touchant personnellement (sans que j'en aie rien su dans l'immédiat) : une collaboration m'avait été demandée par les « Editions Sociales » ; au passage, si c'est ce type de collaboration qui couvre le qualificatif « compagnon de route », je l'assume sans complexe ! Il s'agissait de publier, en français, les textes de Marx concernant l'Espagne (article de la « New York Tribune », 1854-56.

Bien entendu, c'est la guerre d'Espagne qui avait suggéré l'idée de cette édition. Elle s'était, hélas, terminée le 1^{er} avril 39 avant la sortie du livre. J'avais corrigé la traduction française du texte anglais, et rappelé, dans une assez longue préface, les événements auxquels il était fait allusion, et l'intérêt des réflexions de Marx sur les autres phases de l'histoire de l'Espagne. Depuis, et en Espagne même, ces textes sont devenus classiques. Eh bien, dès la fin août 1939, des perquisitions ont eu lieu à l'imprimerie des Editions Sociales, et les plombs de tous les ouvrages et revues en voie de publication ont été détruits ! Je ne vois pas un fait de ce genre souvent cité dans les histoires de la période. Cette brutale réaction de l'Etat français, de sa police, est assez caractéristique. Le Pacte fournissait l'argument, sinon le

prétexte. Ces brusques retournements décèlent la réalité des passions collectives sous-jacentes.

J.F. Sirinelli:

Le problème qui est souvent soulevé est un problème sur un registre légèrement différent : effectivement, jusqu'en 1939, jusqu'en ce mois d'août 1939, le parti communiste est dans le camp de ceux que vous appeliez tout-à-l'heure les bellicistes par rapport aux pacifistes, et qu'il y a, semble-t-il, dans les semaines suivantes, une évolution sur ce point.

P. Vilar:

Ecoutez. Une évolution chez qui ? Si on eût laissé les communistes dans la légalité, on pourrait suivre leurs interventions, leur presse. On sait qu'il on voté les crédits de guerre. Mais la légalité n'a pas duré. On en est donc à suivre les feuilles clandestines, les instructions issues de tel ou tel personnage ou organisme qui cherche sa voie. Les députés qui ne se rallient pas spectaculairement à la doctrine officielle sont déportés en Algérie, etc. Au front, ou dans les syndicats, il a pu y avoir discussion entre ceux qui disaient : Hitler ce n'est peut-être pas si mal, et ceux qui les traitaient d'imbéciles. La difficulté pour organiser une réaction d'ensemble, en France, est certaine. Quant à l'Internationale, il est certain que le mot d'ordre semble avoir été : il s'agit d'une guerre impérialiste entre deux éléments du monde capitaliste ; veillez à sauvegarder les intérêts du seul pays socialiste. Je n'ai étudié que marginalement un cas extérieur à la France : aux Mexique, il est visible que l'un des personnages les plus marquants de la guerre d'Espagne, Vidali, le « commandante Carlos » du « cinquième régiment », a causé de grands troubles dans le PC mexicain, en y diffusant autoritairement le mot d'ordre : démocraties et hitlerisme se valent (remarquons toutefois qu'il n'a jamais été dit : on préfère Hitler, position qui est sans cesse suggérée par l'emploi des mots « pacte Hitler-Staline »).

Disons que les mots d'ordre de l'Internationale sont un chose, une autre la façon dont les militants les ont entendus, suivant l'endroit où ils se trouvaient. Mais tout cela, intéressant, ne me paraît pas fondamental. Le phénomène initial, c'est le phénomène d'un Union soviétique et d'un Staline qui ont essayé de contrer Hitler avec les autres puissances quant il était temps, et qui, voyant que c'était impossible, ont inversé les données en envoyant l'attaque vers l'Occident. Vous me direz : c'est **déglasse**. D'autres diront : réaliste.

J.F. Sirinelli :

Cela dit, à partir de Septembre, la France est en guerre. Donc est-ce que la patience peut être à l'ordre du jour, si l'on se place non pas naturellement du point de vue personnel mais du point de vue en quelque sorte d'une organisation politique qui jusque là était partisane de la fermeté face à Hitler. C'est un peu le problème que soulèvent les historiens.

P. Vilar :

Bien entendu. Mais il faut voir le problème dans son ensemble. J'en appelle à mon expérience parmi les officiers du temps de la guerre froide. Je me suis trouvé, naturellement, au milieu d'une majorité de gens qui n'avaient absolument pas mes idées. Et j'étais connu. Or vous savez ce que comportait ma fiche ? J'ai fini par le savoir grâce à ce capitaine dont je vous ai parlé, avec lequel j'avais noué une vraie amitié. Il s'agissait, tout simplement, des pétitions antimilitaristes que j'avais signées du temps de l'Ecole. Quant aux autres camarades, du même niveau, ils m'aimaient bien et j'aimais bien les plus sympathiques. Pour le comprendre je recommande la lecture du « Commandant Watrin », d'Armand Lanoux, qui n'est peut-être pas un chef

d'œuvre de la littérature mais qui est fondamental pour comprendre guerre et captivité. Les malentendus entre combattants sont moins entre troupe et officiers subalternes qu'entre ceux-ci et le commandement, à partir surtout de colonel. Parce que, dans les popotes, si on n'est pas du même avis, on se le dit, personne ne s'en offusque. Par exemple, j'ai souvent fait popote avec un toubib, qui parlait volontiers politique. Il était persuadé que la « Pasionaria » était une putain de bas-quartier ; je lui disais non, elle aurait plutôt le type de la femme basque plus correcte, la plus réservée. **Tono**, il n'était pas impossible, quand on savait de quoi on parlait, de combattre les images de « Je suis partout ». Parfois c'était plus difficile. Une fois, on m'a envoyé garder une mine sur la frontière belge, et je me suis trouvé, pendant huit jours, dans une popote de cavaliers. Les plus grands noms de France. Savez-vous qu'il y avait des cartes au mur où on marquait les avances des armées hitlériennes sur les positions anglaises, et non l'inverse. On savait que les Anglais étaient l'ennemi traditionnel ! Cela se passait en plein fort, à la veille de 1940. En captivité, ces gens-là ont bien changé. J'en rencontre parfois certains. Ils ont oublié.

A un niveau plus élevé, que je ne fréquentais pas, j'en appelle au témoignage de Marc Bloch. Il faut lire et relire « L'étrange défaite ». Là on voit ce que pensaient, au plus haut niveau, du fait de leur éducation et de leurs lectures, les plus grands chefs. J'aurais des volumes de chose à dire sur mon colonel, dont le seul mérite fut, devant la débâcle de se faire tuer en se battant au mousqueton ; mais, qu'il s'agisse de la drôle de guerre ou de mai-juin 40, il n'a cessé de dire et de faire, même du point de vue du simple bon sens militaire, les pires énormités. Or ce même homme, devant tous les officiers du régiment, avait refusé de serrer la main à un officier dont on fêtait, dans une popote commune, l'arrivée en ligne. Pourquoi ? Parce qu'il s'agissait de l'officier d'ordonnance de Daladier ! Voilà où on en était. Un autre jour, le propos de ce colonel, contre le gouvernement, étaient tels qu'un capitaine d'active un Corse, dont je ne connaissais pas les opinions, peut-être pas plus républicain que les autres, a eu un sursaut : « Mon colonel, nous sommes au service de la France, entendre parler ainsi de son gouvernement est gênant pour l'unité d'esprit de ceux qui la servent... » Autrement dit, se demander si « les communistes » ont suivi tel ou tel mot d'ordre entre août 39 et juin 40 me semble un question entre autres, et pas tellement fondamentale pour un historien.

J.F. Sirinelli:

Considérez-vous, Monsieur, que vous avez le temps de répondre aux autres questions ou pas...

P. Vilar:

C'est pour vous que le problème d'heure doit se poser...

J.F. Sirinelli :

Je crois que certains collègues sont obligés de partir, les autres vous écouteront...

(CHANGEMENT DU BANDE..)

P. Vilar :

Si vous voulez, prenons mes souvenirs d'enfance. Ou d'adolescence. On m'a demandé quel rôle y jouaient les attitudes devant l'argent. Je crois non moins important de rappeler des images, des conversations, concernant les questions sociales en général. Je vivais, je l'ai dit, avec ma tante institutrice. Elle avait une vieille amie, qui venait nous voir presque tous les jours. Notre milieu d'instituteurs se préoccupait, bien sûr, des moyens de vivre quotidiens, fort étroits ; on aurait bien voulu ce qu'on appelait « la péréquation », c'est-à-dire l'adaptation des traitements à l'inflation. Problème économique, certes, mais on n'en parlait pas tellement. En revanche, la

vieille amie dont j'ai dit un mot, fille d'une entrepreneur de maçonnerie, avait une marotte : tous les jours, tous les jours, j'ai entendu répéter que tous les drames, y compris la Ruhr, y compris la vie chère, etc, c'était la « loi de huit heures ». Laquelle, à vrai dire, n'était guère appliquée, ou bien mal. Mais ça ne fait rien. L'épouvantail ? La loi de huit heures... Puis ce sera « les quarante heures », même pour Sauvy, même au procès de Riom. A l'heure actuelle, qu'est-ce qu'on vous explique ? qu'il faut faire des sacrifices sur le train de vie, sur les salaires, sur la main d'œuvre, alors qu'il s'agit d'une adaptation à une nouvelle productivité, à une nouvelle technologie. Cela existait déjà au cours des années 1830. J'ai un peu travaillé là-dessus. Je veux dire : des dominantes dans le discours, - loi de huit, heures, loi de quarante heures, compétitivité, etc...traduisent une vision du monde intéressée, quant à la marche des choses économiques. Est-ce que j'ajoute une importance exclusive à ce domaine : l'économie ? Je ne crois pas. Mais aux visions des choses que le fait économique impose aux divers secteurs de l'opinion, voilà ce qu'on n'étudie pas assez. Je veux bien que dans mes travaux de recherche, sur la Catalogne, j'ai trop travaillé exclusivement sur les aspects économiques de l'ensemble étudié, et ne me suis pas donné le temps de traiter des aspects psychologiques, culturels, etc...Mais, dans tout ce que j'ai pu écrire dans l'ordre méthodologique, je ne crois pas m'être enfermé dans un « économisme ». Et, quant au fait « national », par exemple, tous mes travaux (mais ils ne sont pas toujours en français, ou très accessibles) portent sur les faits politico-intellectuels, politico-sentimentaux.

M. Trébitsch :

Très concrètement, je me demandais simplement à travers quels textes marxistes vous vous êtes constituée cette culture.

P. Vilar :

Non ! Je ne me suis pas constitué « cette culture » en lisant Marx ou n'importe quel théoricien. Les textes philosophiques de Marx, je les ai lus après, nettement après la guerre. Or je crois avoir saisi l'essentiel du marxisme en étudiant, en regardant : par exemple, la fin d'un système féodal, dans le pays que j'étudiais, en comparaison (parfois contraste) avec la France. Qu'était-ce que ce système ? Un Mathiez, là-dessus, m'avait beaucoup appris. Mais l'essentiel pour une analyse, je l'ai ensuite trouvé dans Marx. Comment fonctionnaient les choses : que payait-on au Clergé, aux nobles ? La vision de la Révolution française dans Jaurès a aussi joué un rôle. Mais c'est une vision déjà marxiste. Enfin, le moment où j'ai connu les travaux de Labrousse a été décisif. Labrousse m'a appris ce qu'était une structure, une conjoncture. Et un mode de production, c'est-à-dire un ensemble cohérent, de la base économique à la structure politique, à la superstructure mentale. Je l'ai appris dans Labrousse avant de la chercher théoriquement dans Marx.

Je pense – et cela je l'ai dit et fait valoir avec argumentation – qu'un des moments dangereux pour le marxisme et l'histoire a été la période althusserienne. J'aime beaucoup Althusser, personnellement. Il a été utile aux philosophes en leur révélant que Marx avait découvert le « continent histoire », mais pas aux historiens en leur recommandant « Lisez Le Capital ». J'ai vu, en Amérique Latine, dans une université catholique, des files de jeunes gens tous chargés des trois volumes du « Capital ». Et des ouvrages philosophiques de Marx. Ce n'est pas comme cela qu'on devient historien marxiste. On essaie de résoudre des problèmes historiques, et, chaque fois que les choses ne semblent pas très claires, on se reporte à Marx. Il y a de bons index ! Que dit-il sur le féodalisme ? Que dit-il sur le Clergé ? Qu'est-ce que « l'accumulation primitive », etc. Marx, c'est une conquête continuelle, à partir de ce qu'il importe de savoir sur une société. La philosophie... Mon opinion personnelle est

que le marxisme a pour objectif final de rendre la philosophie aussi inutile que la religion. Il reste beaucoup à faire...

J.F. Sirinelli :

Je vous propose, Monsieur, de focaliser les quelques minutes qui nous restent sur deux questions qui me semblent déterminantes dans l'optique de notre séminaire : d'une part avez-vous le sentiment d'appartenir à une génération, d'ailleurs éventuellement avec deux rameaux : d'une part une génération en tant que classe d'âge et donc globale, et éventuellement une génération communiste, ou, si vous voulez, proche. A vous de répondre à cette première question. La deuxième, qui en est le corollaire, c'est la notion de « compagnon de route ».

P. Vilar :

Je dois dire que je suis, là-dessus, que je suis très hésitant. Il m'est même arrivé d'écrire quelques pages très dures contre la manie des « générations » (unes fois de plus, dans le cadre de discussions espagnoles).

Si l'on s'en tient aux constatations concrètes, bien entendu, je suis de la génération Sartre-Nizan-Aron-Boivin-Bruhat, etc...Puisque j'ai cohabité plusieurs années avec eux. Comment cette « génération » a-t-elle vu l'après-guerre de 1918, l'avant-guerre de 1939 ? Après tout, Brasillach est entré à l'Ecole avant que j'en sorte ! Alors, les générations...

L'orientation vers l'Espagne – que vous m'avez reproché gentiment – avec raison – de trop focaliser mes souvenirs, est sans doute trop particulière. J'ai tout de même essayé de la relier à des phénomènes plus généraux, dans les faits et les esprits.

Je comprends mieux, en revanche, qu'on s'intéresse à l'histoire (et à la définition) des « compagnons de route ». Qu'il s'agisse de Malraux, ou de Gide. Ou de l'ensemble des intellectuels des générations (çà y est, je retombe dans ce vocabulaire) qui ont atteint l'âge de la réflexion entre 1920 et 1960. Il est exact que des hommes ont obéi soit à une certaine mentalité révolutionnaire en réaction contre la guerre, les inégalités sociales, etc, accompagnée (mais pas forcément, j'ai assez parlé des socialistes) d'une certaine admiration pour l'URSS. Cela impliquait-il, pour un intellectuel, l'adhésion à des organisations voisines ou parallèles à côté des communistes ? Il me semble que j'ai traité la question quant à mon cas personnel, en précisant que c'était surtout du point de vue intellectuelle, en analysant les situations, que j'étais tenté de dire : les communistes ont raison. Et que les autres courants d'opinion – des plus réactionnaires aux socialistes – étant avant tout anticommunistes, étaient exposés à des erreurs historiques fondamentales (non-intervention, Munich, guerre froide, etc). Je suppose que je n'ai pas été le seul. Je me rappelle que Jean Meuvret, qui n'était fichtre pas communiste, disait, vers 1938 : je suis « periste » (c'est-à-dire d'accord avec les analyses de politique étrangère de Gabriel Peri dans l'Humanité).

Est-ce à dire, si, dans le sens que j'ai dit, je me sentais « compagnon de route », que j'adhérais au mécanisme des mots d'ordre successif du parti communiste : ce caractère mécanique m'agaçait certainement ; est-ce à dire que « j'admirais » les communistes ? Cela dépendait desquels ! Pour le communisme russe, on savait bien que Lénine avait été violent, que Staline était dur, mais cela faisait partie de leur physionomie « révolutionnaire », et ceux qui penchaient pour Trotzki l'admiraient en général parce qu'il leur apparaissait comme encore plus « révolutionnaire, encore plus dur » ! Après tout, l'esprit de 68, chez les jeunes intellectuels n'est pas propre à 68 ! Pensez aux surréalistes.

Mais il y a un point qui échappe trop, me semble-t-il, aux historiens d'aujourd'hui. C'est l'opposition entre crise du capitalisme, qui domine la décennie de

1930, et l'époque des plans quinquennaux. Il n'y eut pas que la mode snob de « Piatiletka » et de « Hurrah l'Oural » ; l'impression que quelque chose se construisait, suivant un Plan, et réussissait, impressionnait même les polytechniciens de « X crise », etc. Le planisme était à la mode comme aujourd'hui le « libéralisme » ; j'ai fait faire un jour un travail de maîtrise sur cette notion et ai appris, avec un certain étonnement, qu'il y avait eu quatorze projets de « plan » publiés en France dans les années 30. Or dans ces années-là, le chômage n'était pas ce qu'il est aujourd'hui : subventionné ! J'ai vu des trains entiers de chômeurs des pays de l'est de l'Europe retourner dans leur pays, où, en net contraste avec l'URSS, on crevait de faim, alors que les famines de 1921 et 1932 ne se renouvelaient pas en URSS. D'où le succès, populaire et intellectuel, de revues comme « l'URSS en construction ». Et ne parlons pas des films soviétiques !

Cela dit, il importe de ne pas généraliser ; l'admiration, et un certain type d'information, devant l'URSS, était chose soit d'ouvrier cultivés, soit d'intellectuels, curieux, en particulier, de choses économiques, Ailleurs c'était la désinformation ou l'ignorance systématique. Dans mon camp d'officiers prisonniers, quand les Russes ont commencé à avoir des succès militaires, on m'a beaucoup demandé : mais enfin, représentent-ils une force ? On m'avait, heureusement, laissé entre les mains un manuel d'enseignement secondaire : un manuel de géographie ; j'ai dit : regardez les chiffres : tant de tonnes de charbon, tant de tonnes d'acier, usines sans doute transférées en Sibérie, etc. Stupéfaction ! Là est bien le danger : le dénigrement systématique des techniques, des niveaux de production soviétiques, sauf dans des manuels qu'on oublie dès la sortie du lycée. J'ai toujours considéré comme le plus grand danger, devant le système soviétique, la contradiction entre deux propagandes : 1) le système doit être faible, puisqu'il est socialiste, 2) il est dangereux ; comment on peut être à la fois faible et dangereux, personne ne l'explique, mais Hitler ne se serait pas lancé contre l'Union soviétique s'il avait cru y rencontrer à la fois une résistance morale et des forces matérielles considérables. Et quand je dis Hitler ! Nos généraux aussi rêvaient d'en découdre avec « les Soviets ».

J'ai signalé l'étonnement de mes camarades prisonniers ; il s'agissait, je le rappelle, d'officiers ; éduqués par leurs journaux (ceux qu'a signalés Marc Bloch) et non par des manuels d'enseignement secondaire. Bien entendu, cela préparait des retournements : des officiers (un colonel) sont venus me dire : croyez-vous qu'on me gardera mon grade dans l'Armée Rouge ? Curieuse préoccupation !

Inversement, je peux bien vous dire une chose : aux derniers mois, avant la conclusion de la guerre, je me suis trompé et j'ai eu très peur ; nous avions eu peu de contact avec les officiers allemands, mais on se rendait bien compte que certaines catégories d'entre eux, s'ils avaient pu, en sacrifiant Hitler, poursuivre la guerre auprès des Occidentaux contre l'Union Soviétique, l'auraient fait bien volontiers. Mes analyses me le faisaient craindre. Mais là j'allais trop loin ; une fois de plus, l'erreur sur le court terme ; dans le court terme, la cohésion des alliés, surtout devant ce qu'on découvrait, était trop contraignante ; mais combien cela a-t-il duré ? A peine deux ans ! On s'est retrouvé, dès 1947, devant les mêmes dominantes.

Dernière question qui m'a été posée, et à laquelle je n'ai pas répondu : dans mon éducation familiale, y avait-il une méfiance de fond (« protestante »), a-t-il été dit, envers « l'argent » ?

Je dois dire clairement : non. Les « problèmes d'argent » n'étaient jamais soulevés devant les enfants. A la génération de mes parents, tout le monde instituteur ; mais à la génération précédente, tous petits viticulteurs ; une exception : mon grand-père maternel, cheminot, mais parce que, ruiné par le phylloxera après 1870, il avait

du travailler pour les chemins de fer, d'abord sur la voie, puis dans les bureaux. Donc, à la génération de mes grands-parents, petits producteurs agricoles en butte aux fluctuations et aux catastrophes, à la génération de mes parents, une certaine satisfaction devant une rentrée mensuelle fixe, mais avec des difficultés possibles (dans ma plus jeunes enfance, la santé de ma mère l'obligeant à interrompre son enseignement, et donc son apport économique, ou, lors de la guerre de 14, le jeu des traitements fixes devant l'inflation). La vie était très étroite : on devait fermer bien les robinets pour ne pas user trop d'eau, et ne pas allumer trop d'allumettes. Mais je n'ai jamais entendu de plaintes, ou de calculs, sur d'autres façons de gagner de l'argent, et moins encore de méfiance envers ceux qui en avaient ; c'était, simplement, un autre monde. Un seul souvenir d'ordre fiscal : ma tante, qui était assez volontiers anticonformiste, ne se plaignait guère de son traitement, mais n'a jamais admis une chose, dont je ne sais plus comment elle a pu exister (je la livre aux spécialistes d'histoire économique et fiscale) ; à un moment, dans les années 20, existait un double impôt : sur le revenu, et sur le salaire ; à chaque réception d'une feuille d'impôt, ma tante entrait en fureur : ou mon salaire est un revenu, et alors je paie sur ce revenu, mais pas sur mon salaire ; ou mon salaire n'est pas considéré comme un revenu, puisque je paie sur lui comme salaire, et alors je ne paie pas d'impôt sur le revenu. Les deux, non ! Cela a existé. A été supprimé quand ? Je ne sais. Mais nous nous amusions plutôt des colères fiscales de ma tante. L'idée que « l'argent », en tant que tel, était quelque chose de sacré, ou de condamnable, jamais.

FIN DE L'ENTRETIEN